



Société Anonyme à Conseil d'Administration  
au capital de € 285 000 000  
Siège Social : 1, boulevard Haussmann – 75009 PARIS  
454 084 211 R.C.S. PARIS

---

---

**RAPPORT FINANCIER ANNUEL DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION**

**EXERCICE CLOS LE**

**31 décembre 2021**

---

---

### **Diffusion de l'information**

**Les rapports et le prospectus d'émission de BNP Paribas Home Loan SFH sont disponibles sur le site Internet suivant, dès leur approbation par les organes sociaux de la société :**

<http://invest.bnpparibas.com>

## SOMMAIRE

### RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION COMPTES ANNUELS CLOS AU 31 DECEMBRE 2021

SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE .....	8
I - PRESENTATION DE L'ACTIVITÉ DE BNP PARIBAS HOME LOAN SFH.....	8
II – EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE.....	9
III - PERSPECTIVES D'AVENIR.....	13
IV - EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE ET LA DATE A LAQUELLE LE RAPPORT A ETE ETABLI.....	14
V - FILIALES ET PARTICIPATIONS .....	14
VI - PARTICIPATIONS CROISEES.....	14
VII - DETENTION DU CAPITAL .....	14
RÉSULTATS, SITUATION FINANCIÈRE ET ENDETTEMENT.....	16
I - BILAN .....	16
A) ACTIF .....	16
B) PASSIF .....	17
C) RESULTATS.....	17
D)COVER POOL.....	19
II – SITUATION FINANCIERE ET RATIOS PRUDENTIELS.....	20
III - ENDETTEMENT .....	22
DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES ET DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES .....	23
I - RISQUE DE CREDIT.....	23
II - RISQUE DE TAUX, DE CHANGE ET RISQUE DE MARCHE .....	27
III - RISQUE DE LIQUIDITE.....	30
IV - RISQUE OPERATIONNEL.....	33
V - RISQUE JURIDIQUE .....	34
CONSEQUENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES, ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE, RISQUES FINANCIERS LIES AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET STRATEGIE BAS-CARBONE .....	35
PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES .....	36
I - TEXTES DE REFERENCE EN MATIERE DE CONTROLE INTERNE.....	36
II - PRINCIPES D'ORGANISATION DU DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE.....	36
III - DESCRIPTION DU DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE ET DE MAITRISE DES RISQUES .....	40

<b>PROPOSITION D’AFFECTATION DU RESULTAT DU CONSEIL D’ADMINISTRATION À L’ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES.....</b>	<b>46</b>
<b>PROJET DE TEXTE DES RESOLUTIONS PRESENTEES A L’ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 3 MAI 2021.....</b>	<b>47</b>
<b>RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....</b>	<b>50</b>
<b>RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....</b>	<b>51</b>
<b>RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D’ENTREPRISE .....</b>	<b>52</b>
<b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ETABLI EN APPLICATION DE L’ARTICLE L. 225- 235 DU CODE DE COMMERCE, SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D’ADMINISTRATION DE LA SOCIETE BNP PARIBAS HOME LOAN SFH.....</b>	<b>53</b>
<b>ETATS FINANCIERS DE BNP PARIBAS HOME LOAN SFH AU 31 DECEMBRE 2021 .....</b>	<b>54</b>

## GLOSSAIRE

<b>ACPR</b>	Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution
<b>ALM</b>	<i>Assets and Liabilities Management</i>
<b>Amortisation Test</b>	Vérification de la valeur ajustée du portefeuille de créances de crédits immobiliers à l'habitat par rapport au montant nominal des obligations de financement de l'habitat non remboursées
<b>ANC</b>	Autorité des Normes Comptables
<b>Asset Covered Test</b>	Calcul périodique de la couverture des <i>Covered Bonds</i> par les actifs collatéraux de la Société
<b>BRRD</b>	<i>Bank Recovery and Resolution Directive</i> n°2014/59 du 15 mai 2014 telle que modifiée par les Directives du Parlement européen et du Conseil : <ul style="list-style-type: none"> <li>- n°2017/1132 du 14 juin 2017;</li> <li>- n°2017/2399 du 12 décembre 2017 ;</li> <li>- n°2019/879 du 20 mai 2019 ;</li> <li>- n°2019/2162 du 27 novembre 2019.</li> </ul>
<b>Cash collateral</b>	Garantie en espèces - forme de rehaussement de crédit impliquant le maintien d'un fonds de réserve qui peut être ponctionné en cas de pertes liées aux crédits et subséquemment de recours des investisseurs
<b>Cover Pool</b>	Réserve commune de garanties
<b>Covered Bonds</b>	Obligations de financement de l'habitat
<b>CRBF</b>	Comité de la Réglementation Bancaire et Financière
<b>CRD</b>	<i>Capital Requirements Directive</i> n°2013/36/UE du 26 juin 2013 ; Telle que modifiée par les Directives du Parlement européen et du Conseil : <ul style="list-style-type: none"> <li>- n°2017/17 du 4 février 2014 ;</li> <li>- n°2014/59 du 15 mai 2014 ;</li> <li>- n°2015/2366 du 25 novembre 2015 ;</li> <li>- n°2018/843 du 30 mai 2018 ;</li> <li>- n°2019/878 du 20 mai 2020.</li> </ul>
<b>CRR</b>	<i>Capital Requirements Regulation</i> n°575 du 26 juin 2013 tel que modifié par les Règlements du Parlement européen et du Conseil : <ul style="list-style-type: none"> <li>- n°2016/1014 du 8 juin 2016 ;</li> <li>- n°2017/2395 du 12 décembre 2017 ;</li> <li>- n°2017/2401 du 12 décembre 2017 ;</li> <li>- n°2019/630 du 17 avril 2019;</li> <li>- n°2019/876 du 20 mai 2019;</li> <li>- n°2019/2033 du 27 novembre 2019;</li> <li>- n°2020/873 du 24 juin 2020.</li> </ul> Ainsi que complété par les Règlements délégués : <ul style="list-style-type: none"> <li>- n°2015/62 du 10 octobre 2014 ;</li> <li>- n°2017/2188 du 11 août 2017 ;</li> <li>- n°2018/405 du 21 novembre 2017.</li> </ul>
<b>Directive Covered Bonds</b>	Directive 2019/2162 du Parlement Européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant l'émission d'obligations garanties et la surveillance publique des obligations garanties et modifiant les directives 2009/65/CE et 2014/59/UE
<b>ECBC</b>	<i>European Covered Bond Council</i>
<b>FACT</b>	<i>Finance Accounting Control Tool</i> - processus de certification interne des données comptables produites trimestriellement par chaque entité

<b>F&amp;S</b>	Finance & Strategy
<b>Fixing</b>	Technique de calcul du cours d'équilibre d'un titre financier, obtenu en confrontant les ordres de transaction inscrits au carnet d'ordre.
<b>Hard bullet (Obligations)</b>	Obligations de financement de l'habitat qui doivent être intégralement payées à leur échéance
<b>Hedging Strategy</b>	Stratégie de couverture du risque de taux
<b>IFRS</b>	<i>International Financial Reporting Standards</i> (Normes internationales d'information financière)
<b>INSEE</b>	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
<b>Interest Reserve Funding Requirement</b>	Réserves correspondant à la différence positive entre les intérêts à payer au passif et les intérêts à recevoir à l'actif de la Société
<b>LCR</b>	<i>Liquidity Coverage Ratio</i> Cette norme vise à faire en sorte qu'une banque dispose d'un encours suffisant d'actifs liquides de haute qualité ( <i>HQLA, high quality liquid assets</i> ) non grevés, sous forme d'encaisse ou d'autres actifs pouvant être convertis en liquidités sur des marchés privés sans perdre – ou en perdant très peu – de leur valeur pour couvrir ses besoins de liquidité, dans l'hypothèse d'une crise de liquidité qui durerait 30 jours calendaires
<b>MIF</b>	<i>Markets in Financial Instruments Directive</i> n°2014/65 du 15 mai 2014 du Parlement européen et du Conseil ; Telle que modifiée par les Règlements du Parlement européen et du Conseil : - n°909/2014 du 23 juillet 2014 ; - n°2019/2115 du 27 novembre 2019. Ainsi que modifiée par les Directives du Parlement européen et du Conseil : - n°2016/97 du 20 juillet 2016 ; - n°2016/1034 du 23 juin 2016 ; - n°2019/2034 du 27 novembre 2019.
<b>MTN</b>	<i>Medium Term Notes</i>
<b>NSFR</b>	<i>Net Stable Funding Ratio</i> Le NSFR correspond au montant du financement stable disponible rapporté à celui du financement stable exigé. Ce ratio devrait, en permanence, être au moins égal à 100 %. Le « financement stable disponible » désigne la part des fonds propres et des passifs censés être fiable à l'horizon temporel pris en compte aux fins du NSFR, à savoir jusqu'à 1 an. Le montant du « financement stable exigé » d'un établissement est fonction des caractéristiques de liquidité et de la durée résiduelle des actifs qu'il détient et de celles de ses positions de hors-bilan
<b>OPC</b>	<i>Operational Permanent Control</i> - contrôle permanent de niveau 1
<b>OPCVM</b>	Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières. Terme générique désignant les sociétés d'investissement à capital variable (SICAV) et les fonds communs de placement (FCP), ayant pour objet la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières
<b>ORM</b>	<i>Operational Risk Management</i> - contrôle permanent de niveau 2
<b>PNB</b>	Produit Net Bancaire - calculé comme la différence entre les produits et les charges principalement d'intérêt et de commission. Il mesure la création de richesse des banques et peut en cela être rapproché de la valeur ajoutée dégagée par les entreprises non financières
<b>Pre-maturity Test</b>	Test qui vise, par la constitution d'un gage en espèce au bénéfice de la Société, à réduire le risque de liquidité lié à une baisse de la notation à court terme de l'emprunteur, BNP Paribas, voire de son défaut au titre de la convention de

	prêts sécurisés et en amont de la maturité des obligations de financement de l'habitat qui doivent être intégralement payées à leur échéance .
<b>Résultat net part du Groupe</b>	Correspond au résultat net du Groupe après impôt et prise en compte de la part revenant aux actionnaires minoritaires des filiales
<b>Risk Appetite Statement</b>	Déclaration relative à la tolérance au risque
<b>Surcollatéralisation</b>	Procédé d'ajout de garanties en supplément des garanties requises, dans le but de sécuriser un financement
<b>Swaps de couverture</b>	Contrat bilatéral dans lequel les parties s'accordent pour échanger des flux d'intérêts fixes contre des flux variables
<b>SURFI</b>	Système Unifié de Reporting Financier
<b>Tier One</b>	Fonds propres de base de catégorie 1 de la Société (incluant notamment le capital, les réserves et les primes d'émission)

## SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE

### I - PRESENTATION DE L'ACTIVITÉ DE BNP PARIBAS HOME LOAN SFH

Nous vous rappelons qu'afin d'étendre la base d'investisseurs et pouvoir réaliser des émissions triple A à un coût maîtrisé, le groupe BNP Paribas a décidé de créer BNP Paribas Home Loan Covered Bonds en décembre 2006 (devenue BNP Paribas Home Loan SFH en 2011 et ci-après désignée comme la « **Société** »).

Pour mémoire, BNP Paribas Home Loan Covered Bonds était une société financière à objet exclusif, dont le capital et les droits de vote sont détenus à 99,99% par BNP Paribas et dont l'objet social était strictement limité au refinancement du Groupe BNP Paribas par l'émission d'obligations sécurisées des établissements de crédit ou « *covered bonds* » dans le cadre d'un Programme MTN dont le montant maximum est de 40 milliards d'euros.

A la suite de la promulgation de la Loi de régulation bancaire et financière du 22 octobre 2010, BNP Paribas Home Loan Covered Bonds a fait une demande à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution afin d'être autorisée à opter pour le statut de société de financement de l'habitat (« **SFH** »). L'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution a délivré cette autorisation lors de son collège du 28 mars 2011 et BNP Paribas Home Loan SFH a opté pour ce statut le 15 juin 2011. La Société est désormais notamment régie par les dispositions des articles L.513-28 et suivants du Code monétaire et financier ce qui ajoute au programme les principaux avantages suivants :

- une protection légalisée des futurs porteurs d'obligations de financement de l'habitat grâce (i) au bénéfice du privilège légal issu de l'article L. 513-11 du Code monétaire et financier, qui prévoit une affectation prioritaire des actifs au paiement des obligations de financement de l'habitat et à toute autre ressource privilégiée, et (ii) à un meilleur traitement des créanciers privilégiés en cas de faillite avec (a) un paiement des échéances du passif privilégié aux dates contractuelles avant tous les autres créanciers de la Société, (b) l'absence de nullité de certains actes passés par la Société pendant la période suspecte, et (c) l'impossibilité d'étendre une éventuelle procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire de BNP Paribas à la Société ;
- compte tenu de cette protection légalisée, la conformité du programme aux Directives européennes permettant une augmentation de la limite d'investissement sur un même émetteur à (i) 25% pour les OPCVM et (ii) 40% pour les entreprises d'assurance, au lieu de 5% seulement actuellement<sup>1</sup> ;
- l'éligibilité de la Société aux opérations de financement auprès des banques centrales (avec, notamment, la possibilité d'apporter en garantie les obligations de financement de l'habitat « auto-détenues »), en cas de besoin de liquidité, pour les émissions dites « jumbo ».

L'ensemble de la Documentation du Programme a donc été amendé afin de se conformer au régime des sociétés de financement de l'habitat et les Agences de Notation ont maintenu la notation «AAA» du programme d'émission.

---

<sup>1</sup> Les obligations de financement de l'habitat remplissant les critères fixés par l'article 52.4 de la directive européenne 2009/65/CE (dite directive OPCVM) et par l'article 22.4 de la directive européenne 92/49/CEE (dite directive Assurances), les limites d'investissement sur la Société sont portées de 5% à 25% pour les OPCVM et de 5% à 40% pour les compagnies d'assurance.



## II – EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

### 1. Approbation des résultats de l'exercice 2020

L'assemblée générale annuelle du 3 mai 2021 a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020, lesquels faisaient apparaître un bénéfice d'un montant de 722 873 euros.

Le résultat est principalement composé :

- Des intérêts sur comptes ordinaires pour un montant de – 64 463 euros (Taux négatif) ;
- Des intérêts versés sur dépôts de garantie pour un montant de – 7 928 euros (Taux négatif) ;
- De la charge du lissage des soultes sur prêts pour un montant de – 11 765 117 euros ;
- Du produit du lissage des soultes sur prêts pour un montant de 28 741 186 euros ;
- De la charge du lissage des primes d'émissions pour un montant de – 13 562 030 euros ;
- Des intérêts liés à la mise en place des swaps de couverture avec BNP Paribas S.A pour un montant de – 2 940 757 euros en charges qui sont compensés par les intérêts des swaps miroirs de même montant ;
- Des intérêts du remplacement des fonds propres qui s'élèvent à –1 691 653 euros (Taux négatif) ;
- Des intérêts liés à la rémunération des dettes subordonnées qui s'élèvent à – 736 850 euros ;
- Des intérêts liés au financement du cash collatéral qui s'élèvent à 11 068 410 euros (taux négatif) et du montant gagé en couverture des émissions qui s'élèvent à – 11 040 253 euros (Taux négatif) ;
- Des intérêts sur prêts et emprunts s'élevant respectivement à 356 011 273 euros de produit et – 356 111 325 euros de charge ;
- Du gain sur opérations de change qui s'élève à 1 euros ; et
- De la provision sur l'impôt sur les sociétés qui s'élève à –316 909 euros.

Il a été prévu dans la convention cadre de prêts sécurisés conclue entre BNP Paribas Home Loan SFH et BNP Paribas que cette dernière payera une « commission périodique de mise à jour des financements » pour un montant de 1 250 000 euros pour l'année 2020.

En contrepartie la société a enregistré des charges de commission pour un montant de –256 215 euros correspondant à des commissions liées à des prestations de service.

Le montant des frais généraux s'élève à - 2 378 039 euros et est composé :

- des impôts et taxes au titre de l'exercice pour un montant de – 101 738 euros ;
- des rémunérations d'intermédiaires pour un montant de – 693 517 euros ; et
- de 85 % de la commission payée au titre du Fonds de résolution unique pour – 1 582 784 euros conformément à l'article 2 de la décision n° 2015-CR-01 du 24 novembre 2015

L'assemblée générale a par ailleurs décidé d'affecter le résultat comme suit :

- doter la réserve légale de 36 143.63 euros, la portant ainsi à 1 144 136.41 euros (en application de l'article L.232-10 du Code de commerce, un vingtième du bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures) ;
- distribuer un dividende global de 570 000.00 euros, soit un dividende net unitaire de 0,02 euro par action ordinaire au nominal de 10 euros ; et
- porter le solde du bénéfice distribuable de 185 311.09 euros en report à nouveau.

Bénéfice net de l'exercice	722 872.52 euros
Report à nouveau antérieur	68 582.20 euros
<b>Total</b>	<b>791 454.72 euros</b>
Dotations à la réserve légale	36 143.63 euros
Dividende	570 000.00 euros
Report à nouveau	185 311.09 euros
<b>Total</b>	<b>791 454.72 euros</b>

Il est rappelé que par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 avril 2020, la Société a procédé à la distribution d'un dividende global de 570 000 euros, soit un dividende net unitaire de 0,02 euro par action ordinaire au nominal de 10 euros au titre de l'exercice 2019.

## **2. Emissions au cours de l'année**

Au cours de l'exercice 2021, BNP Paribas Home Loan SFH a réalisé trois émissions « auto-souscrites » :

- Série 100, d'un montant de 2 500 000 000 euros (à taux fixe 0%), émise le 20 janvier 2021, échéance au 20 septembre 2028, avec une option d'extension d'un an et éligible au Non-HQLA ;
- Série 101, d'un montant de 1 000 000 000 euros (à taux fixe 0%), émise le 22 avril 2021, échéance au 22 octobre 2030, avec une option d'extension d'un an et éligible au Non-HQLA ;
- Série 102, d'un montant de 3 000 000 000 euros (coupon 0%), émise le 21 juillet 2021, échéance au 21 juillet 2030, avec une option d'extension d'un an et éligible au Non-HQLA.

La Société a procédé au remboursement des émissions suivantes :

- Série 25, d'un montant de 25 000 000 euros
- Série 30, d'un montant de 1 750 000 000 euros
- Série 34, d'un montant de 20 000 000 euros
- Série 36, d'un montant de 2 000 000 000 euros
- Série 42, d'un montant de 32 000 000 euros
- Série 69 : remboursement partiel de 1 000 000 euros
- Série 86 : remboursement total de 750 000 000 euros

BNP Paribas Home Loan SFH publie mensuellement sur son site investisseur le rapport destiné aux investisseurs comprenant un récapitulatif des émissions en vie d'obligations de financement de l'habitat et qui peut être consulté sous le lien suivant :

<https://invest.bnpparibas.com/en/debts/bnp-paribas-home-loan-sfh/investor-reports-home-loan-sfh>

### **3. Cotisation au Fonds de garantie des dépôts et de résolution**

La société a procédé au règlement de la cotisation au fonds de résolution unique pour l'année 2021 d'un montant de 1 884 588 Euros.

Cette contribution au fonds de résolution s'est partagée en deux parts : une cotisation définitive égale à 85% du total dû par la Société, et un engagement de paiement égal à 15% du total, transféré en espèces en pleine propriété à titre de garantie dans les livres du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution.

### **4. Mise à jour annuelle du programme d'émission**

La mise à jour annuelle du programme d'émission a eu lieu le 30 juin 2021.

### **5. Transparence**

Durant l'année 2021, la Société a publié les rapports sur la qualité des actifs établis sur la base des données disponibles à la clôture de l'exercice 2020 et des premier, deuxième et troisième trimestres 2021 en application de l'Instruction n° 2011-I-07 relative à la publication par les sociétés de crédit foncier et les sociétés de financement de l'habitat d'informations relatives à la qualité des actifs financés, et en application de l'article 13 bis du règlement n° 99-10 du Comité de la réglementation bancaire et financière.

Cette information a également été transmise à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

Ces rapports sont publiés sur le site Internet sous le lien suivant :

<https://invest.bnpparibas.com/en/debts/bnp-paribas-home-loan-sfh/regulatory-reports-base-prospectus-home-loan-sfh>

Le rapport sur la qualité des actifs établi sur la base des données disponibles à la clôture de l'exercice 2021 a également fait l'objet d'une publication au Bulletin des Annonces Légales dans les quarante-cinq jours qui ont suivi l'approbation des comptes par l'Assemblée générale des actionnaires, conformément à l'article 13 du Règlement n°99-10 du 9 juillet 1999.

Au cours de l'année 2021, la Société a transmis à l'Autorité des Marchés Financiers le rapport annuel pour 2020, le rapport semestriel de 2021 ainsi que les déclarations relatives aux obligations de transparence.

La Société a également transmis à l'ACPR, conformément à la réglementation applicable, à la fin de chaque trimestre, une déclaration comprenant les éléments suivants :

- le ratio de couverture mentionné à l'article R. 513-8 du code monétaire et financier ;
- les éléments de calcul de la couverture des besoins de trésorerie mentionnée à l'article R. 513-7 du code monétaire et financier ;
- l'écart de durée de vie moyenne entre les actifs et les passifs considérés à l'article 12 du Règlement CRBF n° 99-10 ainsi que ses modalités d'évaluation ; et
- l'estimation de couverture des ressources privilégiées jusqu'à leur échéance au regard du gisement d'actifs éligibles disponibles et des prévisions de nouvelle production sous des hypothèses conservatrices, ainsi que leurs modalités d'élaboration, mentionnée à l'article 12 du Règlement CRBF n° 99-10.

Fin décembre 2021, BNP Paribas Home Loan SFH a remis à l'ACPR sa déclaration trimestrielle au 30 septembre 2021 attestant que :

- le ratio de couverture est de 111,54 % ;
- les besoins de trésorerie à 180 jours sont couverts ;
- l'écart de durée de vie moyenne entre les actifs éligibles considérés à concurrence du montant minimal nécessaire pour satisfaire le ratio de couverture et les passifs privilégiés est inférieur à 18 mois ; et
- le calcul du niveau de couverture des ressources privilégiées jusqu'à leur échéance au regard du gisement d'actifs éligibles a été effectuée par la Société. La couverture des ressources privilégiées est assurée jusqu'à leurs échéances.

Ces données ont, par ailleurs, fait l'objet d'attestations du contrôleur spécifique de la Société, le cabinet Fides.

Enfin, BNP Paribas Home Loan SFH adhère depuis 2012 au label européen de qualité de l'European Covered Bond Council (ECBC Covered Bond Label) qui a pour objectif de promouvoir la transparence sur les obligations sécurisées. Cette adhésion se traduit notamment par une publication d'informations sur les obligations sécurisées émises sur le site de l'ECBC ainsi que d'informations sur le portefeuille de prêts immobiliers sous-jacents à destination des investisseurs selon un format préétabli au niveau national. L'ECBC impose aux adhérents de publier ce rapport au minimum tous les trois mois. Ainsi, BNP Paribas Home Loan SFH publie mensuellement sur son site investisseur le rapport ECBC au format excel préétabli au niveau français et qui peut être consulté sous le lien suivant :

<https://invest.bnpparibas.com/en/debts/bnp-paribas-home-loan-sfh/french-covered-bond-label-reports-home-loan-sfh>

## **6. Approbation du rapport sur le contrôle interne**

Le conseil d'administration du 23 mars 2021 a arrêté le rapport sur le contrôle interne pour l'année 2020, en application des articles 258 à 266 de l'Arrêté du 3 novembre 2014, établi selon les instructions du groupe BNP Paribas relative à la contribution Contrôle Permanent et Risque Opérationnel des filiales assujetties au rapport sur le contrôle interne et sur la mesure et la surveillance des risques.

## **7. Approbation du rapport sur le contrôle interne de lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et de gel des avoirs**

Le conseil d'administration du 23 mars 2021 a arrêté le rapport sur le contrôle interne de lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et de gel des avoirs en application de l'Arrêté du 21 décembre 2018.

## **8. Comités spécialisés**

Conformément aux articles L. 511-89 et suivants du Code monétaire et financier, le Conseil d'administration de la Société a constitué le 21 mars 2016, un comité des risques, compétent notamment pour le conseiller sur sa stratégie globale et l'appétence en matière de risques (« *Risk Appetite Statement* »), tant actuels que futurs, et l'assister dans le contrôle de la mise en œuvre de cette stratégie.

Ce Comité s'est réuni quatre (4) fois au cours de l'exercice 2021, afin d'évaluer les indicateurs de risques de la Société et d'approuver le *Risk Appetite Statement*.

Le Comité des nominations, constitué le 4 juin 2015, s'est réuni une fois au cours de l'année 2021 afin de procéder à l'évaluation annuelle des membres du Conseil ainsi que du Conseil pris dans sa globalité.

Conformément à l'article L.823-20, alinéa 4 du Code de commerce, le Conseil d'administration de la Société a décidé lors de sa séance du 12 septembre 2017 de ne pas mettre en place un comité d'audit et d'exercer les missions dévolues à celui-ci.

De ce fait, c'est le Conseil d'administration de la Société qui assure le suivi :

- du processus d'élaboration de l'information financière,
- de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière,
- du contrôle légal des comptes annuels, et le cas échéant, des comptes consolidés par les Commissaires aux comptes,
- de l'indépendance des Commissaires aux comptes.

L'article 4 du Règlement Intérieur du Conseil d'administration détaille les modalités de la réalisation de ces missions par le Conseil.

## ***III - PERSPECTIVES D'AVENIR***

En fonction de l'évolution des conditions de marché, BNP Paribas Home Loan SFH aura pour objectif pour l'exercice 2022 de continuer à financer le groupe BNP Paribas.

#### ***IV - EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE ET LA DATE A LAQUELLE LE RAPPORT A ETE ETABLI***

##### **a) Emission**

Aucune émission d'obligation de financement de l'habitat n'a été réalisée entre la date de clôture et la date d'établissement du rapport annuel.

##### **b) Reporting :**

La déclaration annuelle concernant le ratio de couverture au 31 décembre 2021 est en cours d'élaboration et sera remise à l'ACPR avant le 31 mars 2022.

La Société a publié en février 2022 le rapport trimestriel sur la qualité des actifs établi sur la base des données disponibles au 31 décembre 2021.

#### ***V - FILIALES ET PARTICIPATIONS***

Conformément à la législation aux dispositions de l'article L.513-29 du Code monétaire et financier, la Société n'a pas de filiale et ne détient de participation dans aucune autre société.

#### ***VI - PARTICIPATIONS CROISEES***

Conformément à la législation en vigueur, la Société ne détient aucune participation croisée et la Société n'a pas eu à procéder à des aliénations d'actions en vue de mettre fin aux participations croisées prohibées par l'article L. 233-29 du Code de commerce.

Il n'a été relevé durant l'exercice 2021 aucune opération donnant lieu à application des dispositions des articles L.233-6 et suivants du Code de commerce.

#### ***VII - DETENTION DU CAPITAL***

Nous vous rappelons que le principal actionnaire de la Société est la société BNP Paribas qui détient 99,99 % du capital.

Dans la mesure où la Société ne possède pas de salarié, il n'existe aucune participation salariale au capital et conformément aux dispositions de l'article L.225-102 du Code de commerce, nous vous informons que les actions détenues au dernier jour de l'exercice 2018 par le personnel de la Société, et le personnel des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-180 du Code de commerce, représentent de ce fait moins de 3% du capital.

L'actionnariat au 31 décembre 2021 est constitué comme suit :

**BNP PARIBAS**

662 042 449 RCS Paris

Société anonyme au capital de 2.499.597.122 euros

Siège social : 16 boulevard des Italiens - 75009 Paris

**Détient 28.499.998 actions**

**ANTIN PARTICIPATION 5**

433 891 678 RCS Paris

Société par Actions Simplifiée au capital de 184 351 045 euros

Siège social : 1 boulevard Haussmann - 75009 Paris

**Détient 2 actions**

## RÉSULTATS, SITUATION FINANCIÈRE ET ENDETTEMENT

Conformément aux nouvelles dispositions du Code de commerce (article L.225-100-1), il doit être procédé à l'analyse des résultats, de la situation financière et de l'endettement de la Société.

### *I - BILAN*<sup>2</sup>

#### A) ACTIF

Le solde des comptes bancaires s'élève à 15 469 241 euros au 31 décembre 2021, dont un solde de 15 466 831 euros pour le compte courant domicilié à l'agence centrale et un solde de 2 410 euros pour le compte ouvert dans les livres de la Banque de France.

Les prêts adossés aux créances de crédit immobilier représentent 32 233 000 001 euros au 31 décembre 2021.

Les fonds propres (constitués par le capital social et les prêts subordonnés) pour un montant de 325 000 000 euros ainsi que le montant gagé en couverture des émissions pour un montant de 1 290 000 000 euros, ont été placés sous forme de dépôt à terme.

Les créances rattachées pour 101 138 228 euros représentent :

- les produits d'intérêts courus et soulte à recevoir sur les prêts adossés aux créances de crédit immobilier pour 101 224 777 euros
- les charges d'intérêts courus des dépôts à terme pour – 86 405 euros et sur le prêt de cash collatéral pour – 175 727 euros. (Taux négatif).
- les produits d'intérêts sur emprunt lié au cash collatéral pour 175 583 euros (Taux négatif).

Les postes relatifs aux autres actifs pour un montant de 2 003 111 euros correspondent :

- à la créance correspondant au dépôt de garantie en espèces versée au Fonds de Garantie Des Dépôts et de Résolution relatif au Fonds de Résolution unique pour 1 884 588 euros.
- aux créances sur l'état français pour 118 523 euros.

Les charges constatées d'avance d'un montant de 101 330 730 euros représentent principalement au 31 décembre 2021 :

- la partie non courue de la prime d'émission et de la prime de remboursement sur les « covered bonds » échelonnées au long de leur vie respective pour 5 179 007 euros ;
- la partie précomptée des soultes sur les séries 99 - 100 - 101 et 102 pour 96 151 723 euros.

---

<sup>2</sup> En ce qui concerne les chiffres mentionnés dans ce document : les centimes d'euros ne sont pas mentionnés et les chiffres sont arrondis à l'euro supérieur.



## B) PASSIF

Le principal poste du passif (hors capitaux propres) est constitué des « dettes représentées par un titre » qui représentent les 50 émissions d'obligations de financement de l'habitat dites « *covered bonds* » pour un montant total de 32 334 467 915 euros dont 32 233 000 000 euros de nominal et 101 467 915 euros d'intérêts courus attachés à ces obligations au 31 décembre 2021.

Les dettes envers les établissements de crédit pour 1 290 000 000 euros représentent un cash collatéral.

Les intérêts négatifs sur la garantie espèce du conseil de résolution unique sont provisionnés pour 9 423 euros.

La société a procédé au remboursement des émissions suivantes :

- Par anticipation :
  - Série 42 (maturité 15/12/2031), d'un montant de 32 000 000 d'euros.

Les postes relatifs aux autres passifs pour un montant de 31 110 euros correspondent aux dettes sur l'état Français.

Les comptes de régularisation au passif comprennent les éléments suivants :

- les charges à payer représentent les factures non reçues au 31 décembre 2021 pour 185 156 euros.
- les produits constatés d'avance d'un montant de 116 117 231 euros représentent la soulte non courue sur les prêts et émission à la clôture de l'exercice 2021.

La dette subordonnée (prêts super subordonnés et obligations super subordonnées) consentie par BNP Paribas à la Société pour le renforcement de ses fonds propres représente 40 000 000 euros; les intérêts courus au 31 décembre 2021 sont de 32 527 euros.

Le capital social de la Société est demeuré à 285 000 000 euros au cours de l'année 2021.

La réserve légale est d'un montant de 1 180 280 euros et le report à nouveau d'un montant de 185 311 euros.

## C) RESULTATS

Le résultat au 31 décembre 2021 est excédentaire de 732 358 euros.

Il est rappelé que les opérations de refinancement de la Société, c'est-à-dire tant les opérations de prêts à BNP Paribas et d'emprunts sur les marchés obligataires, que leur remboursement, n'ont qu'une incidence mineure sur les résultats.

En effet, BNP Paribas Home Loan SFH ne prélève pas de marge sur ses opérations de prêts - emprunts et prête directement à BNP Paribas et, éventuellement, indirectement, à d'autres sociétés du groupe, l'intégralité des capitaux qu'elle a levés auprès des investisseurs par l'émission d'obligations de financement de l'habitat.

Par ailleurs, les obligations de financement de l'habitat émises par la Société et les avances consenties à BNP Paribas ont exactement les mêmes caractéristiques en termes de taux, de notionnel et de maturité.

Le résultat est principalement composé :

- des intérêts sur comptes ordinaires pour un montant de – 120 123 euros (Taux négatif) ;
- des intérêts versés sur dépôts de garantie pour un montant de – 8 958 euros (Taux négatif) ;
- de la charge du lissage des soultes sur prêts pour un montant de – 11 622 735 euros ;
- du produit du lissage des soultes sur prêts pour un montant de 8 497 978 euros ;
- de la charge du lissage des primes d'émissions pour un montant de – 5 691 486 euros ;
- du produit du lissage des primes d'émissions pour un montant de 12 472 140 euros ;
- des intérêts du remplacement des fonds propres qui s'élèvent à – 1 788 538 euros (Taux négatif) ;
- des intérêts liés à la rémunération des dettes subordonnées qui s'élèvent à – 707 307 euros ;
- des intérêts liés au financement du cash collatéral qui s'élèvent à 8 649 992 euros (taux négatif) et du montant gagé en couverture des émissions qui s'élèvent à – 8 657 971 euros (Taux négatif) ;
- des intérêts sur prêts et emprunts s'élevant respectivement à 230 071 438 euros de produit et – 230 027 687 euros de charge ;
- de la provision sur l'impôt sur les sociétés qui s'élève à – 267 802 euros.

Il a été prévu dans la convention cadre de prêts sécurisés conclue entre BNP Paribas Home Loan SFH et BNP Paribas que cette dernière payera une « commission périodique de mise à jour des financements » pour un montant de 1 250 000 euros pour l'année 2021.

En contrepartie la société a enregistré des charges de commission pour un montant de – 412 560 euros correspondant à des commissions liées à des prestations de service.

Le montant des frais généraux s'élève à – 2 622 184 euros et est composé :

- des impôts et taxes au titre de l'exercice pour un montant de – 22 918 euros ;
- des rémunérations d'intermédiaires pour un montant de – 881 105 euros ; et
- de 85 % de la commission payée au titre du Fonds de résolution unique pour – 1 718 161 euros conformément à l'article 2 de la décision n° 2015-CR-01 du 24 novembre 2015.

Le produit divers d'exploitation bancaire pour un montant de 1 718 161 euros est composé de la provision relative à la refacturation du Fonds de résolution unique à BNP Paribas.

Le bénéfice net après impôt s'inscrit à 732 358 euros.

Il est proposé à l'assemblée générale d'affecter le résultat de la manière suivante :

- doter la réserve légale de 36 617.89 euros, la portant ainsi à 1 180 280.04 euros (en application de l'article L.232-10 du Code de commerce, un vingtième du bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures) ;
- distribuer un dividende global de 855 000.00 euros, soit un dividende net unitaire de 0,03 euro par action ordinaire au nominal de 10 euros ; et
- porter le solde du bénéfice distribuable de 26 050.98 euros en report à nouveau.

<b>Bénéfice net de l'exercice</b>	<b>732 357.78 euros</b>
<b>Report à nouveau antérieur</b>	<b>185 311.09 euros</b>
<b>Total</b>	<b>917 668.87 euros</b>
<b>Dotation à la réserve légale</b>	<b>36 617.89 euros</b>
<b>Dividende</b>	<b>855 000.00 euros</b>
<b>Report à nouveau</b>	<b>26 050.98 euros</b>
<b>Total</b>	<b>917 668.87 euros</b>

Il est rappelé que par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire du 5 mai 2021, la Société a décidé de distribuer un dividende global de 570 000.00 euros, soit un dividende net unitaire de 0,02 euro par action ordinaire au nominal de 10 euros au titre de l'exercice 2020.

Conformément aux dispositions de l'article R.225-102 du Code de commerce, est joint au présent rapport, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

#### **D) COVER POOL**

Afin de garantir les obligations BNP Paribas au titre des prêts dont elle a bénéficié, BNP Paribas a constitué au bénéfice de Paribas Home Loan SFH des garanties financières régies par les articles L.211-38 et suivants du Code monétaire et financier.

Ainsi, un portefeuille de créances composé exclusivement de crédits immobiliers à l'habitat pour un montant de 36 794 275 585.83 euros au 31 décembre 2021 constitue le collatéral des prêts sécurisés.

Voici le détail du portefeuille :

### **COLLATERAL DESCRIPTION asset report date December 2021 (as of 30-11-2021 cut off date)**

Capital Restant Dû Total	<b>36 794 275 586 €</b>
Nombre de prêts	<b>315 696</b>
Nombre d'emprunteurs	<b>270 684</b>
Montant actuel moyen d'un prêt	<b>116 550 €</b>
Ancienneté moyenne en mois	<b>51</b>
Durée résiduelle moyenne en mois	<b>177</b>
Proportion de prêts à taux fixe	<b>97,08%</b>
Taux moyen des créances à taux fixe	<b>1,41%</b>
Taux moyen des créances à taux variable	<b>1,27%</b>
% Caution Crédit Logement	<b>100,00%</b>
% Hypothèque ou privilège de prêteur de deniers, de 1er rang	<b>0,00%</b>

<b>Origine des prêts</b>	<b>Capital Restant Dû Total</b>	<b>Nombre de prêts</b>
Réseau BNP Paribas	<b>36 621 702 846 €</b>	<b>313 508</b>
BNP Paribas Personal Finance	<b>172 572 742 €</b>	<b>2 188</b>
Autres	-	-

<b>Répartition par type de prêts</b>	<b>Capital Restant Dû Total</b>	<b>Nombre de prêts</b>
Classique	<b>36 785 760 585 €</b>	<b>313 593</b>
PEL/CEL	<b>8 510 425 €</b>	<b>2 102</b>
Prêt à l'Accession Sociale	<b>4 575 €</b>	<b>1</b>

<b>Nombre de mensualités impayées</b>	<b>Capital Restant Dû Total</b>	<b>Nombre de prêts</b>
0	<b>36 794 275 586 €</b>	<b>315 696</b>
>0	<b>0 €</b>	-

## ***II – SITUATION FINANCIERE ET RATIOS PRUDENTIELS***

### **✦ Fonds Propres :**

Au 31 décembre 2021, les fonds propres de la Société (y compris intégrant le résultat 2021), hors emprunts subordonnés, s'établissent à 287 097 949 euros.

Suite à l'adoption par la société du statut de Société de Financement de l'Habitat, l'établissement s'est engagé à respecter la réglementation prudentielle sur base individuelle et, lorsque l'actif de la société de financement de l'habitat comprend des créances garanties en application des articles L.211-38 à L.211-40 du Code monétaire et financier, à tenir compte, pour le calcul du ratio de solvabilité, non pas des créances inscrites à l'actif (les créances de prêts sécurisés), mais des actifs reçus à titre de garantie (les créances de crédits immobiliers à l'habitat), en nantissement ou en pleine propriété, comme indiqué dans un courrier de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution en date du 1<sup>er</sup> avril 2011.

La méthode de calcul des exigences de fonds propres au titre du risque de crédit à appliquer à ces actifs reçus en garantie doit être celle utilisée par le groupe BNP Paribas, soit l'approche « notations internes ». BNP Paribas Home Loan SFH est donc assujettie à une surveillance prudentielle sur base individuelle.

Par ailleurs, afin de se conformer à l'obligation de respecter la réglementation prudentielle qui nous est applicable, la Société a procédé au renforcement de ses fonds propres dits « *Tier One* », après en avoir avisé l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Le capital social de la Société s'élève à 285 000 000 euros.

✦ Ratios Prudentiels :

Le Règlement (UE) n° 2019/876 a introduit un ratio structurel de liquidité à un an (Net Stable Funding Ratio - NSFR), qui fait l'objet d'une exigence minimale de 100 % depuis le 28 juin 2021. Ce ratio standardisé vise à assurer que les actifs et les engagements de financement considérés à plus d'un an sont financés par des ressources à plus d'un an.

La société adresse trimestriellement à l'ACPR les états déclaratifs au calcul de son ratio de liquidité NSFR. Au 31/12/2021, le ratio NSFR est respecté.

Enfin, la société adresse mensuellement à l'ACPR les états déclaratifs relatifs au calcul de son ratio de liquidité LCR. A ce titre la société bénéficie des dispositions dérogatoires mentionnées à l'article 425 paragraphe 1 du Règlement CRR n°575/2013 du 26 juin 2013 (tel que modifié notamment par le Règlement du Parlement européen et du Conseil n°2019/876 du 20 mai 2019) permettant de supprimer le plafonnement des entrées de trésorerie dans le calcul du ratio de liquidité LCR.

Au 31/12/2021, le montant des entrées de trésorerie déclaré était de 1 630 699 000 euros, pour un montant de sortie de trésorerie de 1 315 015 655 euros. Le montant net de sortie de trésorerie étant négatif, aucun montant d'actif liquide n'était nécessaire afin de respecter les exigences de liquidité.

### ***III - ENDETTEMENT***

Nous rappelons que la capacité d'endettement de la Société est statutairement limitée: elle ne peut s'endetter globalement que sous forme d'obligations à l'habitat d'emprunts bénéficiant du privilège légal et d'emprunts subordonnés et d'emprunts relais. Ces derniers ont pour objet de financer l'acquisition de créances dans l'attente d'une nouvelle émission et sont remboursés grâce au produit des émissions. En outre, ses statuts contraignent d'imposer des clauses de « limitation du droit au recours » à toutes les contreparties de la Société.

Par ailleurs, la capacité d'emprunt de BNP Paribas Home Loan SFH est tributaire du respect des ratios prudentiels imposés par la réglementation en vigueur.

Nous rappelons que la Société n'emprunte pas pour son propre compte mais pour le compte du Groupe BNP Paribas. Lors des échéances d'intérêts et de remboursement du principal, BNP Paribas, de son côté, lui rembourse les sommes correspondant au service de sa dette, dans le cadre des prêts sécurisés conclus.

BNP Paribas Home Loan SFH n'a donc pas à dégager de marge brute d'autofinancement pour servir et amortir ses emprunts et ne prend pas de marge d'intermédiation. Dès lors, l'analyse de son endettement propre n'a qu'un sens limité.

Les articles L.441-6-1 et D.441-4 du Code de commerce prévoient une information spécifique sur les dates d'échéances des dettes à l'égard des fournisseurs; les sommes en question sont négligeables pour la Société en dehors des opérations de banque et connexes. Les délais de paiement de référence utilisés sont les délais légaux. Pour les créances et dettes relatives aux opérations de banque et connexes de la Société, la durée résiduelle des emplois et ressources est présentée en annexe 4.e des états financiers.

## DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES ET DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

Les facteurs de risques donnés ci-dessous ne sont pas exhaustifs. La plupart de ces facteurs sont liés à des événements qui peuvent ou non se produire. BNP Paribas Home Loan SFH n'est pas en mesure d'exprimer un avis sur la probabilité de survenance de ces événements.

L'unique objet de la Société étant de refinancer les prêts immobiliers de certaines sociétés du Groupe BNP Paribas, le risque de crédit est le plus important.

### *I - RISQUE DE CREDIT*

Il convient de noter que :

- a) Le risque de crédit que prend la Société n'est que vis-à-vis de BNP Paribas. Effectivement, BNP Paribas intervient en tant qu'intermédiaire dans le refinancement de ses propres filiales.
- b) Aussi, le risque de crédit lié aux avances consenties par BNP Paribas à ses filiales est supporté par BNP Paribas et les créances de BNP Paribas sur ses filiales sont intégrées dans le pool des actifs affectés à la garantie des créances de la Société sur BNP Paribas.
- c) Ces risques sont couverts à hauteur de 121% au minimum par des actifs collatéraux garantissant les avances consenties par BNP Paribas Home Loan SFH au moyen d'un portefeuille de créances constitués sous forme de garantie financière régie par les articles L. 211-38 et suivants du Code monétaire et financier. En vertu de la convention cadre de prêts, en cas de survenance de certains événements prédéterminés (notamment le non-respect d'exigences telles que l'« *Asset Covered Test* », le « *Pre-maturity Test* » ou encore l'« *Interest Reserve Funding Requirement* » tels que décrits dans le prospectus du Programme MTN et, en tout état de cause, avant l'ouverture d'une procédure de sauvegarde ou la survenance de l'un des événements prévus au Livre VI du Code de commerce, à l'égard de BNP Paribas), BNP Paribas Home Loan SFH, sera en mesure d'exercer la garantie financière constituée par les actifs collatéralisés si BNP Paribas ne désintéresse pas la société. Dans cette éventualité, conformément aux dispositions légales, et quelle que soit la date d'exercice de la garantie (y compris après le jugement d'ouverture de la procédure de sauvegarde), la propriété de ces actifs lui sera automatiquement transférée et BNP Paribas Home Loan SFH poursuivra le remboursement des obligations de financement de l'habitat grâce aux revenus tirés du portefeuille de créances y compris, le cas échéant, par sa réalisation.
- d) Les actifs intégrés au pool de collatéral constitué par BNP Paribas sont évalués mensuellement par l'agent de calcul de la société, BNP Paribas, l'objectif étant de maintenir le niveau de surdimensionnement adéquat pour satisfaire les objectifs de notation.

#### ✦ Ratio de couverture

BNP Paribas Home Loan SFH respecte les règles de surdimensionnement prévues par l'article L. 513-12 du Code monétaire et financier et l'article 6 du Règlement du Comité de la réglementation bancaire et financière n°99-10 du 9 juillet 1999 relatif aux sociétés de crédit foncier modifié et aux sociétés de financement de l'habitat (le « Règlement n°99-10 ») et à l' Instruction n° 2011-I-06 relative au ratio de couverture des sociétés de crédit foncier et des sociétés de financement de l'habitat, en application desquelles un ratio de couverture des ressources privilégiées par les éléments supérieurs à 105 % doit être maintenu comme étant, dans les conditions suivantes :

- Le dénominateur de ce ratio de couverture est constitué par les Obligations de financement de l'habitat ainsi que toutes les autres ressources bénéficiant du privilège défini à l'article L. 513-11 du Code monétaire et financier, y compris les dettes rattachées à ces éléments et les dettes résultant des frais annexes mentionnés au troisième alinéa du même article, les sommes dues, le cas échéant, au titre du contrat de gestion ou de recouvrement prévu à l'article L. 513-15 du même code ;
- Le numérateur du ratio est constitué par l'ensemble des éléments d'actif acquis par la Société en garantie de prêts à terme affectés de pondérations suivantes :
  - 0%, 50% ou 100% pour les prêts cautionnés et les parts ou titres émis par des organismes de titrisation selon les conditions de notation fixées en annexe du Règlement CRBF n°99-10;
  - 0% pour les éléments qui sont déduits des fonds propres conformément au Règlement CRBF n°90-02 du 23 février 1990 relatif aux fonds propres modifié (le « Règlement n°90-02 ») ;
  - 50% pour les immobilisations résultant de l'acquisition des immeubles au titre de la mise en jeu d'une garantie ;
  - 100% pour les titres et valeurs, sûrs et liquides ;
  - 100% pour les autres éléments d'actif éligibles à hauteur de la partie éligible au refinancement. A noter, suite à l'entrée en vigueur du nouvel Arrêté en mai 2014, lorsque l'exposition à l'actif sur les entreprises liées dépasse 25 % des ressources non privilégiées de la société de financement de l'habitat, le numérateur du ratio de couverture doit être diminué du montant de ces expositions, déduction faite d'une limite égale à 25 % des ressources non privilégiées et des éventuels actifs reçus en garantie, nantissement ou pleine propriété en application des articles L. 211-36 à L. 211-40, L. 313-23 à L. 313-35, et L. 313-42 à L. 313-49 du Code monétaire et financier face à ces expositions (ces actifs étant alors retenus dans ce calcul selon les pondérations habituellement appliquées au calcul des actifs éligibles au numérateur du ratio de couverture).



BNP Paribas Home Loan SFH s'engage à se conformer aux critères d'éligibilité applicables issus de la réglementation évoquée ci-dessus et à un surdimensionnement dont le taux a été négocié avec les agences de notation.

Les agences de notation Standard & Poor's et Fitch ont eu des démarches différentes pour la modélisation permettant de déterminer le taux de surdimensionnement.

Au cours de l'année 2021, le ratio de couverture de la société est resté supérieur à 110%. A titre indicatif, ce ratio de couverture était de :

- 112% au 31 mars 2021,
- 111,7% au 30 juin 2021,
- 111,6% au 30 septembre 2021.

Ces niveaux de couverture s'expliquent par le maintien sur l'année d'un taux de « sur-collatéralisation » d'au moins 114%.

#### ✦ Risque au regard de l'investissement des fonds propres de la Société

BNP Paribas Home Loan SFH encourt un risque de crédit vis-à-vis de BNP Paribas SA dans le cadre du remplacement à court-terme auprès de BNP Paribas SA de ses fonds propres et emprunts subordonnés. Afin de limiter ce risque, la Société a conclu fin 2014 une convention de dépôt à terme (« *Fixed-term Deposits Master Agreement* ») qui prévoit en particulier une exigence de notation minimale de BNP Paribas (A/A-1 par Standard & Poor's et A/F1 par Fitch) et une option de rachat anticipé à la main de la Société (« *Optional Early Redemption* »). Cette convention permet de réduire considérablement le risque de crédit de la Société.

Les fonds propres de la Société sont investis en dépôts à vue ouverts dans les livres de BNP Paribas. Bien que ces dépôts à vue fassent l'objet d'une rémunération négative, l'impact de l'environnement de taux négatifs sur les fonds propres de la société est limité.

En effet, pour l'exercice 2021, le résultat des intérêts négatifs issus du remplacement des fonds propres de la Société est négatif à hauteur de 1.789 millions d'euros pour autant, le résultat net de la Société demeure positif à hauteur de 0.732 millions d'euros.

#### ✦ Risque au regard de la mise en résolution de BNP Paribas

La Directive BRRD établit un cadre européen pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Elle a été transposée par l'ordonnance n°2015-1024 du 20 août 2015, qui est venue compléter le dispositif mis en œuvre par la loi n°2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires. La Directive BRRD a été par la suite complétée par l'ordonnance relative au régime de résolution dans le secteur bancaire n°2020-1636 en date du 21 décembre 2020.

La mise en œuvre du régime français de résolution bancaire a été confiée à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) ou au Conseil de Résolution Unique grâce à la création d'un collège de résolution.

Par ailleurs, le mécanisme de résolution unique défini le 15 juillet 2014 par le règlement n° 806/2014 (tel que modifié) établi des règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique.

L'autorité de résolution dispose ainsi de quatre principaux outils de résolution qu'elle peut décider d'appliquer conjointement ou séparément en fonction de la situation :

- (i) l'autorité peut procéder au transfert des actions et autres titres de propriété ainsi que des biens, droits et obligations de l'entité soumise à une procédure de résolution à un acquéreur privé,
- (ii) l'autorité peut créer une structure de gestion d'actifs à laquelle elle pourrait transférer les biens, droits et obligations de mauvaise qualité de l'entité soumise à une procédure de résolution et qui ont vocation à être vendus ou liquidés,
- (iii) l'autorité peut également transférer à cet établissement les actions et autres titres de propriété ainsi que des biens, droits et obligations de l'entité soumise à une procédure de résolution et qui ont vocation à perdurer, et
- (iv) il permet de faire contribuer les actionnaires et créanciers à l'absorption des pertes et, le cas échéant, à la recapitalisation de l'entité en résolution. Il se divise en deux phases (a) une phase de réduction des engagements éligibles à une telle mesure afin d'absorber les pertes et de ramener la valeur nette de l'établissement à zéro, et (b) une phase de conversion des engagements éligibles afin de recapitaliser l'établissement ou de contribuer, notamment, à la capitalisation de l'établissement-relais.

Le risque afférent aux mesures de renflouement pouvant être décidées par l'ACPR conformément à l'article L.613-55 du Code monétaire et financier (risque de « bail-in ») en cas de défaillance de BNP Paribas est limité. En effet, ce risque consisterait à ce que les créances dont bénéficie la BNP Paribas Home Loan SFH au titre des prêts sécurisés qu'elle a accordé à BNPP SA fassent l'objet d'une réduction de leur valeur ou d'une conversion en instruments de fonds propres.

Par application de l'article L.613-55-1 alinéa 2 du Code monétaire et financier, les engagements garantis (définis à l'article L.613-34-1, 10° du Code monétaire et financier) ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'une telle mesure de renflouement.

Or le remboursement des prêts accordés à BNPP SA bénéficie d'une garantie financière soumise aux dispositions des articles L.211-36 et suivants du Code monétaire et financier.

Cette garantie permettant de qualifier les créances afférentes aux prêts sécurisés de la Société d'engagement garanti, ces dernières ne sont par conséquent pas susceptibles de faire l'objet de mesures de renflouement décidées par l'ACPR.

#### ✦ Risque au regard de la crise Covid-19

Le développement d'une pandémie mondiale liée à une nouvelle souche du coronavirus (Covid-19) a fortement perturbé les économies et les marchés financiers à l'échelle mondiale depuis 2020. Les mesures de confinement et autres restrictions introduites ont entraîné dans un premier temps une contraction des économies de nombreuses régions, une réduction des échanges, une diminution des capacités de production, un resserrement des prévisions de croissance et une perturbation des chaînes logistiques. Dans un second temps, le développement des campagnes de vaccination et l'adaptation des agents économiques ont permis l'adaptation progressive de ces mesures et restrictions qui s'est accompagnée d'une reprise de l'activité économique.

Par ailleurs, si divers gouvernements et banques centrales ont mis en place et complété des mesures pour soutenir l'économie et sa relance afin d'atténuer les conséquences économiques et de marché négatives de la pandémie, rien ne permet toutefois de garantir que de telles mesures suffiront à compenser durablement les effets négatifs de la pandémie sur l'économie régionale ou mondiale, à pleinement compenser ou à atténuer les récessions régionales ou mondiales qui se sont produites ou qui pourraient intervenir ou à prévenir des perturbations possibles des marchés financiers, pleinement et durablement. Les modalités de retrait des mesures de soutien public pourraient aussi avoir des conséquences défavorables sur l'évolution de l'activité économique et la solidité financière des agents économiques.

Globalement, cette crise a affecté et pourrait continuer d'affecter les économies des principaux pays où opère le Groupe BNP Paribas, notamment ses marchés domestiques (France, Italie, Belgique et Luxembourg), qui représentaient collectivement 57 % des expositions brutes de crédit du Groupe BNP Paribas au 31 décembre 2021. Les résultats et la situation financière du Groupe BNP Paribas ont été et pourraient continuer d'être affectés de manière défavorable par les effets de la crise liée à la pandémie et aux perturbations induites sur l'activité économique dans ses principaux marchés. En particulier, la crise sanitaire a eu notamment en 2020, un impact majeur sur le coût du risque du Groupe BNP Paribas, reflétant des anticipations macroéconomiques basées sur plusieurs scénarios, conformément au cadre existant avant la crise sanitaire.

Cependant, l'évolution de la crise sanitaire actuelle et des conditions de marché présente des caractéristiques susceptible d'accroître la probabilité et l'ampleur de divers risques existants auxquels le Groupe BNP Paribas est confronté, tels que : i) la pression sur les revenus due notamment a) à une prolongation de l'environnement de taux bas et b) à une baisse des revenus des commissions et frais ; ii) à une nouvelle dégradation des risques liés à un ralentissement de l'économie, du fait de pressions inflationnistes (prix de l'énergie, tensions sur le marché du travail) ou de la perturbation des chaînes d'approvisionnement ou du retrait des mesures de soutien public ; iii) risque de perturbation des marchés financiers en cas d'évolutions mal anticipées des politiques monétaires et iv) à des actifs pondérés plus élevés en raison de la détérioration des paramètres de risque, affectant ainsi la situation de capital du Groupe. Les résultats et la situation financière du Groupe pourraient également être affectés négativement par des tendances défavorables sur les marchés financiers dans la mesure où la pandémie a conduit initialement à des conditions de marché extrêmes (pics de volatilité, forte baisse des marchés actions, tensions sur les spreads, marchés d'actifs spécifiques en suspens...). Les incertitudes sur l'ampleur et la pérennité de la reprise économique, l'allègement ou le renforcement des mesures mises en places par les autorités publiques ou les points de tension liées aux chaînes logistiques et aux approvisionnement en matières premières ont pu et pourraient générer des conditions de marchés défavorables

La mesure dans laquelle les conséquences économiques à court, moyen et long terme de la pandémie continueront d'affecter les résultats et la situation financière du Groupe dépendra en effet en grande partie i) de l'intensité et de la durée des restrictions mises en place et de leur réintroduction périodique, en fonction de l'évolution de la situation sanitaire, ii) du moment et de l'ampleur du retour aux modes de vie, aux opérations commerciales et aux interactions économiques pré-pandémiques, iii) des effets des mesures prises jusqu'à présent, des mesures futures qui pourraient être prises par les gouvernements et les banques centrales pour atténuer les répercussions économiques de la pandémie ou des modalités de levée de ces mesures et iv) de la durée et de l'ampleur de la trajectoire à venir de la pandémie, y compris la perspective de nouvelles vagues ou l'apparition de nouvelles souches du virus et, en conséquence, d'un rétablissement ou d'un renforcement des mesures de confinement ou d'autres restrictions, telles qu'en matière de voyages, dans les différents marchés où le Groupe exerce ses activités, ainsi que la vitesse du déploiement et les modalités des programmes de vaccination. En outre, bien que les mesures prises par les autorités nationales et européennes (notamment, banques centrales et gouvernements) en réponse à la pandémie aient jusqu'à présent et pourraient continuer d'aider à atténuer ses conséquences économiques et commerciales défavorables, les autorités ont également émis et peuvent encore émettre des restrictions ou des recommandations supplémentaires concernant les mesures prises par les banques.

L'environnement inédit généré par la crise du Covid-19 ne permet pas encore d'effacer toutes les incertitudes soulevées, tant sanitaires que sociales et économiques. Les conséquences sur le Groupe BNP Paribas dépendront donc de la durée des impacts liés à cette crise, des mesures prises par les gouvernements et les banques centrales et de la faculté de la société à se relever, ce qui rend difficilement prévisible d'évaluer l'étendue des conséquences sur le Groupe BNP Paribas.

Toutefois, le cadre juridique applicable à BNP Paribas Home Loan SFH ainsi que l'ensemble des contrats conclus dans le cadre de la Documentation du Programme organise une protection au profit des porteurs d'obligations émises dans le cadre du Programme MTN de BNP Paribas Home Loan SFH en prévoyant notamment un ratio dit « *Asset-Cover Test* ». Ce ratio consiste en un calcul périodique des actifs collatéraux de la Société afin d'assurer un niveau de surcollatéralisation suffisant pour protéger BNP Paribas Home Loan SFH et les porteurs d'obligations de financement de l'habitat contre certains risques spécifiques de crédit et de marché.

Suite à la crise Covid-19, les spreads de crédit en 2020 des *Covereds Bonds* se sont élargis de l'ordre de 35 à 45bps suivant les maturités. Cet élargissement a été observé sur l'ensemble du segment et n'est pas propre à BNP Paribas. L'élargissement des spreads a débuté courant du mois de mars 2020 puis les spreads sont revenus à leur niveau pré-crise au début du quatrième trimestre 2020. En 2021, les spreads sont demeurés particulièrement stables toute au long de l'année.

## ***II - RISQUE DE TAUX, DE CHANGE ET RISQUE DE MARCHE***

Les conditions actuelles de fonctionnement de BNP Paribas Home Loan SFH ne l'exposent pas à un risque de taux significatif.

Effectivement, les emprunts, par émission d'obligations de financement de l'habitat, et les prêts sécurisés conclus entre la Société et BNP Paribas dans le cadre de la convention cadre sont parfaitement adossés en taux et en durée.

Le seul risque de taux auquel est exposé la Société aujourd'hui est un risque de « *fixing* » de taux lié au placement des emprunts subordonnés et des fonds propres. Ce risque s'étend sur une période de moins de trois mois ; ces éléments étant indexés sur de l'Euribor 3 mois, et faisant l'objet d'un calcul trimestriel de « sensibilité » communiqué dans le rapport relatif à la qualité des actifs.

Au 31 décembre 2021, la « sensibilité » de la valeur actuelle nette du bilan, y compris des fonds propres était d'environ 172 000 euros pour une variation des taux de 2%. Cette « sensibilité » de la valeur actuelle nette du bilan à un mouvement défavorable de taux de 2% représente environ 0.05% du montant des fonds propres de BNP Paribas Home Loan SFH.

Il faut ajouter que la « surcollatéralisation » à hauteur d'au moins 114% dont bénéficie la Société en vertu du contrat de garantie financière conclu avec BNP Paribas la préserve assez largement d'un éventuel risque de taux résiduel.

BNP Paribas Home Loan SFH n'a, par ailleurs, aucune activité de marché autre que l'émission des d'obligations de financement de l'habitat et ses statuts lui interdisent toute activité ne correspondant pas strictement à son objet limité.

Une variation des conditions de marché n'a pas d'incidence sur l'activité courante (émission d'obligations et prêts sécurisés à sa maison mère) et, par conséquent, pas d'impact sur les résultats et le bilan de la Société. Une variation défavorable des conditions de marché n'aurait d'incidence que sur la capacité de BNP Paribas Home Loan SFH à lever des fonds sur le marché obligataire.

Les résultats de BNP Paribas Home Loan SFH correspondant au produit du placement des fonds propres sur le marché monétaire et aux marges générées par les commissions versées par BNP Paribas, déduction faite des frais généraux et de la rémunération des emprunts subordonnés contractés auprès de BNP Paribas, une baisse des taux sur le marché monétaire induit mécaniquement et marginalement une baisse des résultats de la Société.

Cependant, la Société pourrait être exposée à un risque de taux dans l'hypothèse d'un défaut de BNP Paribas. La Société serait alors amenée à exercer la garantie financière (voir les conditions infra « Risques Juridiques »), deviendrait, par conséquent, définitivement propriétaire des créances de crédits immobiliers à l'habitat et supporterait, à compter de ce moment, le risque de taux lié aux disparités entre les taux payés en rémunération des d'obligations de financement de l'habitat, à son passif, et le taux d'intérêt des créances de crédits immobiliers à l'habitat désormais inscrites à son actif à l'issue de la réalisation de la garantie.

En considération de ces risques, la Documentation du Programme obligeait BNP Paribas Home Loan SFH jusqu'à la mise à jour annuelle du programme en juin 2015 à conclure des swaps spécifiques avec une contrepartie éligible pour la couverture de ces risques notamment en cas de baisse de la notation de BNP Paribas.

Cette stratégie de couverture des risques futurs de taux et de change a été modifiée le 29 juin 2015 : la Société n'est désormais plus engagée contractuellement à conclure de tels swaps de couverture mais

bénéficie en revanche de plusieurs mécanismes. La Société peut également choisir de couvrir ce risque de taux et de change en mettant en place des swaps de couverture de structure équivalente aux « *Issuer Hedging Swaps* » et « *Borrower Hedging Swaps* » décrits ci-dessus.

Au 31 décembre 2021, l'« *Interest Reserve* » n'est pas activée compte tenu des notations de BNP Paribas. La Société ne dispose plus d'aucun « *Cross Currency Swap* ».

Ce choix a été communiqué aux deux agences et n'a eu d'incidence ni sur la notation AAA des obligations de financement de l'habitat ni sur le surdimensionnement actuel du programme, compte tenu de l'adossement naturel en taux de l'actif et du passif de la structure.

### ***III - RISQUE DE LIQUIDITE***

Les conditions habituelles de fonctionnement de BNP Paribas Home Loan SFH sont telles qu'elle n'est pas exposée, en principe, à un risque de liquidité.

Toutefois, il convient de noter que plusieurs ratios ont été mis en place pour s'assurer que BNP Paribas Home Loan SFH soit en mesure de faire face à ses échéances dans des cas où la Société serait amenée à verser des montants très importants notamment lorsqu'il est prévu que la totalité du principal des titres soit intégralement payée à l'échéance (obligations dites « *hard bullet* »). Il existe actuellement trois ratios, dont une description exhaustive figure dans le Base Prospectus du Programme MTN, qui fonctionnent selon les modalités suivantes :

- l'« Asset Cover Test » (ci-après l'« ACT »)

Consiste, en résumé, en un calcul périodique des actifs collatéraux de la Société. Ce ratio vise à s'assurer de la présence constante d'un niveau de surcollatéralisation suffisant pour protéger la société et les porteurs d'obligations de financement de l'habitat contre certains risques spécifiques de crédit et de marché.

Le pourcentage des actifs collatéraux pris en compte lors du calcul de l'ACT ne peut, en aucun cas, être supérieur à 92.5 % et assure donc un rehaussement de crédit minimal de 8.1 %.

De plus, bien que la quotité de financement (« *loan to value* » ou « *LTV* ») soit limitée à 100 % selon les critères d'éligibilité des créances, les exigences que BNP Paribas Home Loan SFH s'impose contractuellement pour l'établissement de son ratio de couverture lui font retenir seulement 80% de la valeur indexée des biens immobiliers. La valeur indexée est conservatrice puisqu'elle est calculée à partir des indices de coût de logement de l'INSEE de telle manière qu'elle prend en compte la totalité de la baisse du marché immobilier, mais seulement 80% de sa hausse.

Si à une date de calcul donnée, le ratio ACT n'était pas observé cela aurait pour conséquence de faire obstacle à l'émission de nouveau d'obligations de financement de l'habitat tant qu'il ne serait pas remédié à la situation. Au cas où l'ACT demeurerait insuffisant à la prochaine date de calcul (le mois suivant), cela constituerait un cas de défaut de BNP Paribas (dit « *Borrower Event of Default* »). Dans cette hypothèse, la société adresserait, alors, un avis de réalisation de la garantie financière à BNP Paribas ce qui aurait pour conséquence que plus aucune avance ne pourrait être

consentie dans le cadre de la convention cadre de prêts à terme et cela entraînerait l'exigibilité immédiate des avances déjà consenties au titre de la convention de prêts sécurisés. Il serait alors calculé l'« Amortisation Test ».

- l'« Amortisation Test »

L'*Amortisation Test* consiste à vérifier, après délivrance d'un avis de réalisation de la garantie financière, si la valeur ajustée du portefeuille de créances de crédits immobiliers à l'habitat est supérieure au montant nominal des obligations de financement de l'habitat non remboursées.

La défaillance de la Société à se conformer à l'*Amortisation Test* pourrait résulter soit d'une forte dépréciation de l'immobilier résidentiel en France, soit d'une forte augmentation des cas de défauts de paiement au titre des crédits immobiliers à l'habitat ou d'une combinaison des deux facteurs.

- le «Pre-maturity test »

Ce test vise à réduire le risque de liquidité lié à un défaut de l'emprunteur, BNP Paribas, au titre de la convention de prêts sécurisés en amont de la maturité des obligations de financement de l'habitat qui doivent être intégralement payées à leur échéance (obligations dites « *hard bullet* »).

Pour pallier ce risque, il est prévu que, dans l'hypothèse où la notation de BNP Paribas descend en deçà d'un certain seuil dans les 180 jours calendaires précédant la maturité d'une série d'obligations de financement de l'habitat qui sont intégralement à payer à l'échéance, la Société devra constituer dans un délai de trente jours ouvrés à compter de la dégradation de cette notation, une réserve de liquidité suffisante pour couvrir le remboursement du principal et les intérêts de ces obligations ainsi que tous les frais accessoires à la charge de l'emprunteur.

Le non-respect des exigences du *pre-maturity test* par l'emprunteur constitue un cas de défaut à son encontre.

A ce propos, l'article R. 513-7 du Code monétaire et financier, applicable également aux SFH dispose que : « *La société de crédit foncier assure à tout moment la couverture de ses besoins de trésorerie sur une période de 180 jours, en tenant compte des flux prévisionnels de principal et intérêts sur ses actifs ainsi que des flux nets afférents aux instruments financiers à terme mentionnés à l'article L. 513-10. Le besoin de trésorerie est couvert par des valeurs de remplacement, des actifs éligibles aux opérations de crédit de la Banque de France, conformément aux procédures et conditions déterminées par cette dernière pour ses opérations de politique monétaire et de crédit intra-journalier.* »

Au 31 décembre 2021, les informations sur le besoin de liquidité à 180 jours et les modalités de couverture sont estimées comme suit :

Flux provenant des créances apportées en garantie	2 967 113 909,50	Remboursements d'intérêts et de principal des obligations à l'habitat	-1 262 929 375,00
Flux des placements à 28 jours	1 614 242 642,78	Paiements d'intérêts des emprunts subordonnés	3 386 450,52
<b>Flux prévisionnel de l'actif (A)</b>	<b>4 581 356 552,28</b>	<b>Flux prévisionnel du passif (B)</b>	<b>-1 259 542 924,48</b>

  

<b>Excedents (+) ou Besoins (-) nets de liquidité à 180 jours (A+B)</b>	<b>3 321 813 627,79</b>
---	-------------------------

- En référence à l'article R. 513-7 du Code monétaire et financier, le calcul du besoin de trésorerie est évalué en transparence, c'est-à-dire en tenant compte non pas des flux prévisionnels des créances inscrites à l'actif de BNP Paribas Home Loan SFH, mais de ceux résultant des actifs reçus à titre de garantie, en nantissement. Les paiements de principal et d'intérêts des créances apportées en garantie représentent un montant total de 2 967 113 909.50 euros.
- Les intérêts et principal à recevoir par BNP Paribas Home Loan SFH au titre des placements des fonds propres et du Cash Collateral Account représentent un montant total de 1 614 242 642.78 euros.
- Le besoin de liquidité dû aux remboursements d'intérêts et de principal des obligations à l'habitat, des emprunts subordonnés s'élève à 1 259 542 924.48 euros.
- Les surplus nets de liquidité à 180 jours de BNP Paribas Home Loan SFH s'élèvent à 3 321 813 627.79 euros.

Au 31 décembre 2021, les valeurs de remplacement détenues par BNP Paribas Home Loan SFH sont exclusivement constituées des éléments suivants :

- Cash : 14 603 892,31 euros
- Dépôts à terme à 28 jours provenant du placement des fonds propres et des emprunts subordonnés : 325 000 000 euros. La durée résiduelle du dépôt à terme est de 20 jours.
- Dépôt à terme à 28 jours du montant crédité sur le « Cash Collateral Account » constitué suite à l'activation du « Pre-Maturity Test » : 1 290 000 000. La durée résiduelle du dépôt à terme est de 4 jours.

Au cours de l'année 2020, les valeurs de remplacement ont été comprises entre 1 630 000 000 euros et 2 520 000 000 euros cela principalement dû à l'évolution du « *Pre-Maturity Test* ».

Les informations relatives aux valeurs de remplacement de la société sont publiées trimestriellement dans le rapport sur la qualité des actifs. Ces rapports sont accessibles sur le site Internet sous le lien suivant :

<https://invest.bnpparibas.com/en/debts/bnp-paribas-home-loan-sfh/regulatory-reports-base-prospectus-home-loan-sfh>



## ***IV - RISQUE OPERATIONNEL***

Une convention « *de mise à disposition de moyens* » conclue avec BNP Paribas permet la mise à disposition par BNP Paribas de tous les moyens humains et techniques nécessaires à la poursuite des activités de la BNP Paribas Home Loan SFH notamment des moyens informatiques, de secrétariat juridique, de contrôle interne permanent et périodique et de déontologie.

Le dispositif de mesure et de gestion du risque opérationnel est mis en œuvre dans le groupe BNP Paribas de façon proportionnée aux risques encourus et dans un souci de couverture large. Il couvre tous les événements incluant notamment les risques liés à des événements de faible occurrence mais à fort impact, les risques de fraudes interne et externe définis à l'article 324 du règlement (UE) n°575/2013.

Ce dispositif s'inscrit dans le cadre d'une gouvernance formalisée qui associe :

- un premier niveau de défense, sous la responsabilité des équipes en charge de la mise en œuvre opérationnelle des processus et qui s'appuie sur des compétences dites OPC (Operational Permanent Control).
- un second niveau de défense, constitué de fonctions de contrôle permanent indépendantes, et en particulier des équipes RISK (dont RISK ORM) chargées de définir le cadre général de fonctionnement du dispositif de gestion des risques opérationnels et d'exercer un second regard sur la façon dont ceux-ci sont identifiés, évalués et gérés par le premier niveau de défense.

Les décisions structurantes de gestion du risque opérationnel sont prises par le management dans le cadre de comités formels dans lesquels le second niveau de défense est présent et qui font l'objet de compte rendus.

Un système d'escalade et d'arbitrage encadre ce dispositif de gouvernance.

Par ailleurs, pour l'exercice 2021, le seuil d'alerte concernant le risque d'incident opérationnel (article 98, de l'Arrêté du 3 novembre 2014), déterminé sur la base du PNB de l'exercice 2020 et compte tenu des fonds propres au 31 décembre 2020, est resté inchangé à 1 million d'euros. Ce seuil a été présenté et approuvé avec le rapport annuel sur la mesure et la surveillance des risques lors du Conseil d'Administration du 23 mars 2021.

Enfin, la Société dépend de BNP Paribas ou de ses sociétés affiliées (ou de celles qui leur succéderaient) pour les activités suivantes :

- la gestion de ses opérations conformément aux dispositions de l'Article L. 513-15 du Code monétaire et financier ;
- la gestion de ses risques ;
- l'origination et le suivi commercial des prêts à l'habitat qu'il accorde ;
- la couverture de ses engagements au titre des obligations de financement de l'habitat ;
- l'apport de liquidités ; et
- l'ouverture et le fonctionnement de ses comptes bancaires.

Sans préjudice de la garantie de BNP Paribas, en tant qu'emprunteur, à la Société en qualité de prêteur, au titre de la convention de crédit, la Société est également exposée au risque de crédit de BNP Paribas, au titre des avances à BNP Paribas consenties par la Société.

## ***V - RISQUE JURIDIQUE***

La structuration de la transaction a fait l'objet des conseils donnés par un cabinet d'avocats de premier plan, le cabinet Gide Loyrette Nouel. Par ailleurs, le risque juridique des opérations de BNP Paribas Home Loan SFH a été, lors du lancement du programme, très largement analysé tant en interne que par les agences de notation (et leurs propres cabinets conseils) et nous vous rappelons, à ce titre, que le Programme MTN de BNP Paribas Home Loan SFH a obtenu, à l'issue de ces analyses, une notation triple A par les Agences de Notation Standard & Poors et Fitch.

Une équipe de juristes spécialisés de BNP Paribas, associée au cabinet Gide Loyrette Nouel, participe activement aux opérations de BNP Paribas Home Loan SFH.

BNP Paribas constitue au bénéfice de BNP Paribas Home Loan SFH un collatéral sur les créances de prêts immobiliers conclus avec ses clients particuliers. Ce collatéral est constitutif d'une garantie financière des avances conclues dans le cadre du contrat cadre de prêts entre les deux sociétés. Il est soumis aux dispositions des articles L. 211-36 et suivants du Code monétaire et financier.

Ces dispositions légales résultent de la transposition en droit français de la Directive « Collatéral » du 6 juin 2002. Ces dispositions ont notamment pour avantages de permettre (i) le transfert de propriété au profit de BNP Paribas Home Loan SFH du portefeuille de créances remis en garantie, en cas de défaillance au sens large (voir risque de crédit) de BNP Paribas et (ii) l'opposabilité dudit transfert de propriété à l'ensemble des procédures prévues au Livre VI du Code de commerce ouvertes à l'encontre de BNP Paribas.

\* \* \*

Par ailleurs, notons qu'il n'existe pas à la date d'émission de ce rapport, de faits exceptionnels ou de litiges ayant eu dans un passé récent - ou susceptibles d'avoir - une incidence significative.

\* \* \*

De même, à cette date, aucune procédure judiciaire, fiscale ou réglementaire susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière et le patrimoine de la Société n'est en cours.

**CONSEQUENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES, ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE, RISQUES FINANCIERS LIES AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET STRATEGIE BAS-CARBONE**

La Société ne dispose ni d'effectifs, ni de moyens propres, et repose sur ceux mis à sa disposition par sa société mère, BNP Paribas.

Pour plus d'informations sur les conséquences sociétales et environnementales et engagements en faveur du développement durable du groupe BNP Paribas, il convient de se consulter le document de référence publié annuellement à l'adresse ci-dessous.

<https://invest.bnpparibas.com/documents-de-reference>

## PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

### ***I - TEXTES DE REFERENCE EN MATIERE DE CONTROLE INTERNE***

Les principes et les modalités du contrôle interne des activités bancaires en France et à l'étranger se trouvent au cœur des réglementations bancaires et financières et sont l'objet de nombreuses dispositions législatives et réglementaires.

Le principal texte en la matière applicable à BNP Paribas est l'Arrêté ministériel du 3 novembre 2014 qui a remplacé le règlement n° 97-02 modifié du CRBF. Les articles 1 et 2 de cet arrêté ont fait l'objet d'une actualisation via l'arrêté du 28 juillet 2021.

Ce texte a mis en conformité le règlement n° 97-02 avec la directive européenne CRD 4 et définit les conditions de mise en œuvre et de suivi du contrôle interne dans les établissements de crédit et les entreprises d'investissement. Il précise notamment les principes relatifs aux systèmes de contrôle des opérations et des procédures internes, à l'organisation comptable et au traitement de l'information, aux systèmes de mesure des risques et des résultats, aux systèmes de surveillance et de maîtrise des risques, au système de documentation et d'information sur le contrôle interne.

L'article 258 de cet Arrêté prévoit la rédaction à l'intention du Conseil d'administration d'un rapport réglementaire annuel (le rapport sur le contrôle interne), sur les conditions dans lesquelles le contrôle interne est assuré.

Cet Arrêté, relatif au contrôle interne des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, impose à BNP Paribas Home Loan SFH d'être doté d'un dispositif de contrôle interne comprenant des organisations et des responsables spécifiques pour le contrôle permanent et le contrôle périodique.

Cependant, dans l'exercice de son activité, la Société, qui ne dispose pas de moyens propres, a demandé à BNP Paribas de mettre à sa disposition les moyens humains, matériels et techniques lui permettant de réaliser un certain nombre de fonctions supports de ses activités, telles que la supervision comptable ou le contrôle permanent et périodique. A ce titre, BNP Paribas et BNP Paribas Home Loan SFH ont convenu de mettre en place une convention de mise à disposition de moyens, datant du 5 décembre 2006.

### ***II - PRINCIPES D'ORGANISATION DU DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE***

#### **2.1 Principes fondamentaux**

Le dispositif de contrôle interne de BNP Paribas Home Loan SFH est structuré autour de trois niveaux de contrôles et d'une séparation claire entre le Contrôle Permanent et le Contrôle Périodique conformément à l'Arrêté du 3 novembre 2014.

Le contrôle permanent est le dispositif d'ensemble qui met en œuvre de façon continue les actions de maîtrise des risques et de suivi de la réalisation des actions stratégiques. Il se décompose en deux niveaux : un contrôle de niveau 1, assuré en premier lieu par les opérationnels, y compris la

hiérarchie, et en second lieu par des fonctions de contrôle permanent intégrées aux entités opérationnelles (notamment OPC : Operational Permanent Control) et un contrôle de niveau 2, exercé par des fonctions indépendantes telles que « Risk ORM » (« *Operational Risk Management*») au sein de la fonction des risques, la conformité ou les affaires juridiques.

Le contrôle périodique est le dispositif d'ensemble par lequel est assurée la vérification « *ex post* » du bon fonctionnement de l'entreprise, au moyen d'enquêtes, conduites par l'Inspection Générale, qui exerce ses fonctions de manière indépendante.

La Direction Générale du groupe BNP Paribas a mis en place un dispositif de contrôle interne dont l'enjeu principal est d'assurer la maîtrise globale des risques et de donner une assurance raisonnable que les objectifs que l'entreprise s'est fixés à ce titre soient bien atteints. La Charte de contrôle interne de BNP Paribas fixe le cadre de ce dispositif et constitue le référentiel interne de base du contrôle interne de BNP Paribas. Largement diffusée au sein du Groupe et accessible à tous ses collaborateurs, cette charte rappelle en premier lieu les objectifs du contrôle interne, qui vise à assurer :

- une gestion des risques saine et prudente, alignée avec les valeurs et le code de conduite dont BNP Paribas s'est doté et avec les politiques définies dans le cadre de sa responsabilité sociétale et environnementale,
- la sécurité opérationnelle du fonctionnement interne de BNP Paribas,
- la pertinence et la fiabilité de l'information comptable et financière,
- la conformité aux lois, aux règlements et aux politiques internes.

La charte fixe ensuite les règles en matière d'organisation, de responsabilité et de périmètre d'intervention des différents acteurs du contrôle interne et édicte le principe selon lequel les fonctions de Contrôle (Conformité, Inspection Générale et Risques) opèrent des contrôles de manière indépendante.

## **2.2 Acteurs ou structures exerçant les activités de contrôle**

- Périmètre du contrôle interne de BNP Paribas Home Loan SFH

La Société a mis en place un dispositif de contrôle interne tenant compte de la forme juridique de la Société, et de l'absence de moyens propres de la Société. Dans le cadre de la convention de mise à disposition de moyens, BNP Paribas s'est engagé à mettre à la disposition de la Société les moyens humains et techniques nécessaires à la réalisation de la supervision comptable de la Société, notamment en matière de reporting réglementaire et le contrôle des risques, le contrôle permanent et le contrôle périodique (en ce compris la conformité et la lutte contre le blanchiment).

Ainsi que mentionné ci-dessus, le contrôle interne de BNP Paribas Home SFH est assuré par les personnels correspondants de BNP Paribas.

### **2.3 Pilotage du dispositif de Contrôle Interne**

Conformément à ce qui a été déclaré dans le dossier d'agrément, BNP Paribas Home Loan SFH n'a pas souhaité se doter d'un comité de contrôle interne. Le contrôle interne de l'entité est assuré dans l'exercice normal de leur fonction par le personnel de BNP Paribas, comme évoqué précédemment.

### **2.4 Système de reporting à l'organe exécutif**

La Société rappelle que au moins une fois par an, le Conseil d'administration de la Société procède à l'examen de l'activité et des résultats du contrôle interne permanent et périodique et en particulier du contrôle de la conformité sur la base des informations qui lui seront fournies par le président du Conseil d'administration, le directeur général et par les responsables de contrôle concernés.

#### **- Procédures d'information du Conseil d'administration**

La Société rappelle que le président du Conseil d'administration informe le Conseil d'administration sur la situation économique et financière de la Société et communique l'ensemble des mesures constitutives du dispositif de contrôle interne ainsi que les éléments essentiels et les enseignements principaux qui auront été dégagés des mesures de risques auxquels la Société est exposée.

#### **- Procédures d'information du contrôleur spécifique**

Le président du Conseil d'administration et le directeur général s'assurent que l'ensemble de la documentation et des rapports qui, en application de l'Arrêté du 3 novembre 2014, doivent être mis à la disposition du président du Conseil d'administration, du directeur général, du directeur général délégué, du Conseil d'administration, du secrétariat général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et des commissaires aux comptes ou qui doivent leur être adressés, sont également mis à la disposition ou adressés au contrôleur spécifique, conformément à l'article 12 du Règlement n°99-10.

Le contrôleur spécifique devra également attirer l'attention des dirigeants et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution dans le cas où il jugerait que le niveau de congruence de taux et de maturité ferait encourir des risques excessifs aux créanciers privilégiés.

#### **- Rapport sur le contrôle interne et sur la mesure et la surveillance des risques**

BNP Paribas s'engage à ce que les départements compétents de BNP Paribas élaborent une fois par an, pour le compte de la Société, (i) un rapport sur les conditions dans lesquelles le contrôle interne, permanent et périodique, est assuré et (ii) un rapport sur la mesure et la surveillance des risques auxquelles la Société sera exposée.

Les critères et seuils définissant les incidents significatifs sont ceux de la procédure RISK0333 « Incidents historiques de risque opérationnel nécessitant l'information des dirigeants effectifs, de l'organe de surveillance, de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et de la Banque de France » actualisée en septembre 2021., qui s'applique à la société.

Pour l'exercice 2021, il est précisé que ce seuil, déterminé sur la base du PNB de l'exercice 2020, conformément à la même procédure Groupe est resté inchangé à un million d'euros compte tenu des fonds propres au 31 décembre 2020.

Le seuil pour l'exercice 2022, sur la base du PNB de l'exercice 2021<sup>3</sup> et compte tenu des Fonds Propres au 31 décembre 2021 restera inchangé à 1 million d'euros et sera présenté pour approbation lors du Conseil d'Administration du 24 mars 2022, et ensuite à l'Assemblée Générale annuelle du 14 avril 2022.

Aucun incident de risque opérationnel n'a été relevé sur l'exercice 2021.

- Rapport sur le contrôle interne et la gouvernance de l'article L.225-100-1 du Code de commerce

Une fois par an, le président du Conseil d'administration, sur la base des éléments fournis par BNP Paribas dans le cadre de la convention de mise à disposition de moyens, pour le compte de la Société, établit un rapport sur le contrôle interne et la gouvernance de la Société, en détaillant notamment les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière pour les comptes sociaux de l'exercice.

- Autres moyens

BNP Paribas s'engage à mettre à la disposition de la Société tous autres moyens qui seront identifiés comme entrant dans le périmètre de cette convention de mise à disposition de moyens, étant entendu que ces prestations feront l'objet d'une refacturation par BNP Paribas à la Société.

- Engagements de BNP Paribas au titre de la mise à disposition de moyens

Conformément aux dispositions de l'article 237 de l'Arrêté du 3 novembre 2014, BNP Paribas s'engage à :

- assurer un niveau de qualité dans l'exercice de sa mission en faveur de la Société répondant à un fonctionnement normal du service;
- mettre en œuvre des mécanismes de secours adéquats en cas de difficulté grave affectant la continuité du service rendu ;
- se conformer aux procédures définies par la Société concernant l'organisation et la mise en œuvre du contrôle des services qu'ils fournissent ; et
- rendre compte de façon régulière au président du Conseil d'administration et au Conseil d'administration de la Société de la manière dont est exercée la mission confiée au titre des présentes.

---

<sup>3</sup> Sur la base des données financières provisoires communiquées par Finance Groupe encore en cours de validation par les commissaires aux comptes au 7/03/2022.

### ***III – DESCRIPTION DU DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE ET DE MAITRISE DES RISQUES***

#### **3.1 Mesure et surveillance des risques**

Un rapport sur le contrôle interne et sur la mesure et la surveillance des risques conformément à l'Arrêté du 3 novembre 2014 pour les filiales consolidées telles que la société est approuvé une fois par an par le Conseil d'administration de BNP Paribas Home Loan SFH.

#### **3.2 Dispositif de contrôle permanent**

La Société a mis en place un système de contrôle permanent qui prend en considération sa forme sociale en tant que société anonyme à Conseil d'administration, ainsi que son absence statutaire de moyens, matériels et humains.

Les contrôles de premier niveau sont assurés par tous les collaborateurs de BNP Paribas agissant pour le compte de la Société dans le cadre de la prise en charge des traitements comptables, administratifs, réglementaires et informatiques. Ils peuvent être réalisés de manière automatique lorsqu'ils sont intégrés dans les processus informatiques. Ils contribuent à fournir des informations à destination du contrôle interne.

Le dispositif de Contrôle Interne de BNP Paribas Home Loan SFH est structuré autour de trois niveaux de contrôles et d'une séparation claire entre le Contrôle Permanent et le Contrôle Périodique conformément à l'Arrêté du 3 novembre 2014. Il repose en premier lieu sur les contrôles permanents de premier et second niveaux.

Conformément à la « Charte de Contrôle Interne de BNP Paribas » du 25/08/2008 mise à jour le 23/02/2022, qui s'applique, le dispositif de Contrôle Permanent de la Société est assuré en premier lieu par les Opérationnels ainsi que par des fonctions de contrôle permanent intégrées aux entités opérationnelles (notamment OPC : Operational Permanent Control) constituant le Niveau 1 du contrôle. Le Niveau 2 du contrôle est assuré par les Fonctions de contrôle permanent de manière nécessairement indépendante telles que la fonction des Risques, Finance, Conformité et la fonction Juridique.

Par ailleurs, conformément à la procédure Groupe RISK0327FR « Cadre organisationnel et gouvernance pour la gestion du Risque opérationnel et le cadre de Contrôle Permanent » mise à jour le 30 décembre 2020, un dispositif spécifique de contrôle opérationnel permanent dit « OPC » (« *Operational Permanent Control* ») a été mis en place au sein de l'ALM Trésorerie, qui couvre également la filiale.

La maîtrise et la gestion des risques, lesquelles relèvent de la responsabilité première des opérationnels, sont assurées avec le concours du département « OPC ALM Trésorerie » et en coordination avec celui-ci, dans le cadre du dispositif de contrôle opérationnel permanent.

Pour l'entité BNP Paribas Home Loan SFH, la supervision de l'OPC ALM Trésorerie est réalisée par les équipes Risk ORM.



### **3.3 Dispositif de contrôle des risques de non-conformité**

Le Contrôle de Conformité est sous la responsabilité de l'équipe Compliance ALM Trésorerie et plus généralement de la fonction Conformité de BNP Paribas en application de la convention d'externalisation et de mise à disposition de moyens signée avec BNP Paribas.

De même que pour d'autres entités ou métiers de BNP Paribas, la maîtrise du risque de non-conformité est partagée entre différentes équipes au sein de la Conformité, notamment les Domaines Conformité et la Conformité du métier, en l'occurrence, la « Conformité ALM Trésorerie » convention d'externalisation et de mise à disposition de moyens signée avec BNP Paribas.

- Le respect des obligations en matière de Sécurité Financière est du ressort de l'ALM Trésorerie et de la Conformité. Le monitoring des flux est effectué par la Conformité au travers de l'outil SHINE. La mission de l'Inspection Générale effectuée en 2021 a été notée « Globally Satisfactory » et n'a pas noté de point de faiblesse notable en matière de gestion des risques de Sécurité Financière.
- Le respect des obligations en matière d'Ethique Professionnelle est du ressort de l'ALM Trésorerie et de Conformité. Un certain nombre de contrôles à posteriori sont effectués par le Domaine Ethique Professionnelle de la Conformité, notamment sur les transactions sur instruments financiers effectuées par les collaborateurs du groupe. Un nouveau dispositif a été déployé en 2021, permettant de renforcer le contrôle des risques en matière de transactions personnelles.
- Réglementations relatives aux activités de marché : BNP Paribas a mis en place l'application « ACTIMIZE » sur une partie des activités et transactions exécutées par le métier ALM Trésorerie, afin de faciliter la détection et le traitement d'éventuels abus de marché. Par voie de conséquence, l'activité de BNP Paribas Home Loan SFH est incluse dans le périmètre de l'ALM France d'ACTIMIZE.
- Conflits d'intérêts : conformément aux exigences réglementaires en la matière, réaffirmées par la directive MIF, les procédures existantes au niveau BNP Paribas s'appliquent également à la Société.
- Relations Régulateurs : pour mémoire, l'Autorité de contrôle prudentiel, avait effectué une inspection sur la gestion du collatéral durant l'année 2009. En réponse à la lettre de suite de la Commission Bancaire, l'équipe « Loan Collatéral Management » de l'ALM Trésorerie a mis en place début 2010, un plan de contrôle de premier niveau effectué par cette même équipe afin de déceler d'éventuelles anomalies dans le traitement d'allocation de créances au bénéfice de la société. Aucune erreur matérielle n'a cependant été décelée à ce jour.
- Formation : le suivi des formations, notamment en matière de sécurité financière, reste un axe majeur de l'action Compliance, y compris pour les nouveaux entrants. Ce thème n'est pas particulier à BNP Paribas Home Loan SFH, qui applique les programmes de formation du groupe BNP Paribas.

### **3.4 Dispositif de contrôle interne de l'information comptable et financière**

#### **- Production des données comptables et financières**

Les comptes locaux de chaque entité sont produits selon les normes comptables qui prévalent dans le pays où l'entité exerce ses activités tandis que les comptes consolidés sont établis selon les normes comptables internationales IFRS (« *International Financial Reporting Standards* ») telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Le département « Standards & Controls - Group Accounting and Prudential Policies » de Finance & Strategy définit, selon ce référentiel IFRS, les standards comptables applicables à l'ensemble du Groupe. Il assure la veille réglementaire et édicte en conséquence les nouvelles normes avec le niveau d'interprétation nécessaire pour les adapter aux opérations réalisées par le Groupe. Un manuel des normes comptables IFRS a ainsi été élaboré et mis à disposition des pôles/métiers et entités comptables sur les outils internes de communication en réseau (« Intranet ») de BNP Paribas. Il est régulièrement mis à jour en fonction des évolutions normatives. En outre, ce département central répond aux demandes d'études comptables spécifiques exprimées par les entités comptables ou les métiers lors de la conception ou de l'enregistrement comptable d'un produit financier.

Enfin, au sein de Finance & Strategy, le département « Standards & Controls - Performance Management Standards » établit en collaboration de Strategic Monitoring & Reporting les règles de contrôle de gestion applicables par l'ensemble des métiers du Groupe. Ces normes sont également accessibles sur les outils internes de communication.

Les comptes de BNP Paribas Home Loan SFH sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit. La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

#### **- Comptabilité et reporting réglementaire**

Le département d'EMEA Finance de Finance & Strategy assurera pour le compte de la Société la tenue de la comptabilité générale, la production des états comptables ainsi que la production des états réglementaires (« SURFI »).

Pour réaliser ces prestations, EMEA Finance utilisera les outils comptables mis à disposition par l'entité centrale du groupe BNP Paribas, à savoir :

- les logiciels Bac-Sar (logiciel comptable) et Business Object, Word et Excel pour la tenue de la comptabilité et la production des états comptables ;
- le logiciel EVOLAN REPORT ainsi que XBRL FACTORY pour la production et l'envoi des états réglementaires.

L'ensemble des écritures comptables sera effectué conformément aux normes applicables au sein du groupe BNP Paribas, et actualisé suivant les évolutions réglementaires.

Les tâches de production et d'exploitation informatique afférentes aux systèmes d'information comptable de la Société qui sont décrites ci-dessus seront assurées par les équipes spécialisées de FRESH.

Le principe d'organisation repose sur une comptabilité générale tenue par EMEA Finance. Les opérations de souscription de billets à ordre et d'émission d'obligations de financement de l'habitat sont suivies par les Back Offices de BNP Paribas qui transmettent l'information (avis d'opéré) au service EMEA Finance, afin d'assurer la comptabilisation et qui initie les flux de trésorerie. L'ensemble est validé mensuellement par le suivi des comptes bancaires et les inventaires (bilan et effet résultat de la période) qui sont édités par les outils Back Offices de BNP Paribas.

- Contrôle interne comptable au sein de EMEA Finance

Afin de lui permettre d'assurer le suivi de la maîtrise du risque comptable de manière centralisée, Finances & Strategy - Standards & Controls dispose notamment d'un département « Group Financial Controls ». Ses principales missions sont les suivantes :

- Définir, déployer et superviser le dispositif de contrôle permanent en lien avec l'information comptable et financière, incluant les sujets de contrôles de gestion ;
- Représenter la fonction Finance dans le cadre de la gouvernance sur le risque opérationnel et le dispositif du contrôle permanent ;
- Gérer la relation avec auditeurs externes.

Par ailleurs, l'équipe Controls (LOD2) d'EMEA Finance :

- Conçoit et met en place un dispositif de contrôle indépendant (seconde ligne de défense) afin de gérer et suivre les risques liés à l'information financière et comptable ;
- Fournit au management de Finance une information sur les risques majeurs et l'état du dispositif de contrôle ;
- Met en place une stratégie de contrôle organisée ainsi :
  - o Supervision globale de la mise en place effective du dispositif du groupe
  - o Revue indépendante des contrôles de premier niveau et évaluation de leur qualité
  - o Vérification de bonne application des procédures de contrôle comptable du groupe

L'équipe Controls (LOD2) restitue ses travaux via différents reportings et synthèses auprès du management de Finance, notamment lors des comités FORCC, afin d'accompagner et conseiller celui-ci dans le cadre de ses prises de décision.

- Procédure de Certification Interne au niveau du Groupe

Finance & Strategy anime, au moyen d'un outil Intranet / Internet FACT (« *Finance Accounting Control Tool* ») un processus de certification interne des données produites trimestriellement par chaque entité.

- Relations avec les commissaires aux comptes et le contrôleur spécifique

Les commissaires aux comptes de la Société sont les cabinets Deloitte & Associés, et PricewaterhouseCoopers audit.

<p><b>PricewaterhouseCoopers Audit,</b> 63, rue de Villiers, 92 208 Neuilly-sur-Seine Cedex Associé : <b>M. Rida BENCHAMEK</b></p>	<p><b>Deloitte &amp; Associés</b> 6 place de la Pyramide 92908 Paris la Défense Cedex Associée : <b>Mme Laurence DUBOIS</b></p>
--	---

En application de l'article L.823-1 du Code de commerce (modifié par la loi du 9 décembre 2016 dite « Sapin 2 »), la Société n'est plus tenue de désigner de Commissaires aux comptes suppléants lorsque le Commissaire aux comptes titulaire est une personne morale.

L'Assemblée Générale des actionnaires a donc accepté lors de l'assemblée du 12 avril 2018 la proposition du Conseil d'administration de ne pas nommer de Commissaires aux comptes suppléants aux cabinets Deloitte et PricewaterhouseCoopers dans le cadre de leur renouvellement.

La rémunération des commissaires aux comptes pour l'exercice 2021 est de 22 980 euros (HT) pour chaque cabinet. En complément, PricewaterhouseCoopers Audit a fourni au titre de l'année 2021 des services autres que la certification des Comptes (SACC) avec la vérification des informations sociales, environnementales et sociétales pour 1 000 euros (HT) et la réalisation de l'audit relatif au tableau de flux de trésorerie pour 6 000 euros (HT).

La Société ayant par ailleurs le statut de Société de Financement de l'Habitat, elle a nommé Stéphane MASSA du cabinet Fides Audit en tant que contrôleur spécifique titulaire.

Suite à la démission de M. Hugues BEAUGRAND en tant que contrôleur spécifique suppléant, Madame Martine LECONTE du cabinet RSM a été désignée par le conseil d'administration en tant que contrôleur spécifique suppléant le 22 octobre 2021.

<b>Contrôleur Spécifique titulaire</b>	<b>Contrôleur Spécifique suppléant</b>
<p><b>FIDES AUDIT</b> 11, rue Marie Laurencin 75012 Paris Associé : <b>M. Stéphane MASSA</b></p>	<p><b>RSM</b> 26, rue Cambacérès 75008 Paris Associée : <b>Mme. Martine LECONTE</b></p>

La rémunération effective du contrôleur spécifique est estimée pour l'exercice 2022 à un montant fixe annuel de 99 000 euros (HT) ainsi qu'un montant de 7 300 euros (HT) par attestation relative aux émissions individuelles de ressources supérieures à 500 millions d'euros.

### **3.5 Contrôle périodique (Audit/ Inspection)**

Le Contrôle Périodique, qui constitue le troisième niveau de contrôle, est assuré par l'Inspection Générale du groupe. Le rapport d'activité de l'Inspection Générale peut donc être considéré comme fournissant les informations demandées.

**PROPOSITION D’AFFECTATION DU RESULTAT DU CONSEIL D’ADMINISTRATION  
À L’ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES**

Il est proposé à l’assemblée générale d’affecter le résultat de la manière suivante :

- doter la réserve légale de 36 617.89 euros, la portant ainsi à 1 180 280.04 euros (en application de l’article L.232-10 du Code de commerce, un vingtième du bénéfice de l’exercice diminué des pertes antérieures) ;
- distribuer un dividende global de 855 000.00 euros, soit un dividende net unitaire de 0,03 euro par action ordinaire au nominal de 10 euros ; et
- porter le solde du bénéfice distribuable de 26 050.98 euros en report à nouveau.

<b>Bénéfice net de l’exercice</b>	<b>732 357.78 euros</b>
<b>Report à nouveau antérieur</b>	<b>185 311.09 euros</b>
<b>Total</b>	<b>917 668.87 euros</b>
<b>Dotation à la réserve légale</b>	<b>36 617.89 euros</b>
<b>Dividende</b>	<b>855 000.00 euros</b>
<b>Report à nouveau</b>	<b>26 050.98 euros</b>
<b>Total</b>	<b>917 668.87 euros</b>

**PROJET DE TEXTE DES RESOLUTIONS PRESENTÉES A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
ORDINAIRE DU 14 AVRIL 2022**

**I. Arrêté des comptes annuels, rapport financier annuel du Conseil d'administration incorporant le rapport sur le gouvernement d'entreprise, rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021; et quitus aux administrateurs**

**PREMIÈRE RESOLUTION**

« L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport financier annuel incorporant le rapport sur le gouvernement d'entreprise, le rapport général et du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur l'exercice 2021 décide d'approuver les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 tels qu'ils ont été arrêtés et présentés, lesquels font apparaître un bénéfice d'un montant de 732 358 euros.

Le résultat est principalement composé :

- des intérêts sur comptes ordinaires pour un montant de – 120 123 euros (Taux négatif) ;
- des intérêts versés sur dépôts de garantie pour un montant de – 8 958 euros (Taux négatif) ;
- de la charge du lissage des soultes sur prêts pour un montant de – 11 622 735 euros ;
- du produit du lissage des soultes sur prêts pour un montant de 8 497 978 euros ;
- de la charge du lissage des primes d'émissions pour un montant de – 5 691 486 euros ;
- du produit du lissage des primes d'émissions pour un montant de 12 472 140 euros ;
- des intérêts du remplacement des fonds propres qui s'élèvent à – 1 788 538 euros (Taux négatif) ;
- des intérêts liés à la rémunération des dettes subordonnées qui s'élèvent à – 707 307 euros ;
- des intérêts liés au financement du cash collatéral qui s'élèvent à 8 649 992 euros (taux négatif) et du montant gagé en couverture des émissions qui s'élèvent à – 8 657 971 euros (Taux négatif) ;
- des intérêts sur prêts et emprunts s'élevant respectivement à 230 071 438 euros de produit et – 230 027 687 euros de charge ;
- de la provision sur l'impôt sur les sociétés qui s'élève à – 267 802 euros.

Il a été prévu dans la convention cadre de prêts sécurisés conclue entre BNP Paribas Home Loan SFH et BNP Paribas que cette dernière payera une « commission périodique de mise à jour des financements » pour un montant de 1 250 000 euros pour l'année 2021.

En contrepartie la société a enregistré des charges de commission pour un montant de 412 560 euros correspondant à des commissions liées à des prestations de service.

Le montant des frais généraux s'élève à – 2 622 184 euros et est composé :

- des impôts et taxes au titre de l'exercice pour un montant de – 22 918 euros ;
- des rémunérations d'intermédiaires pour un montant de – 881 105 euros ; et
- de 85 % de la commission payée au titre du Fonds de résolution unique pour – 1 718 161 euros conformément à l'article 2 de la décision n° 2015-CR-01 du 24 novembre 2015.

L'Assemblée approuve également les opérations figurant dans les comptes ou dans les rapports susmentionnés. En conséquence l'Assemblée donne aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice. »

Cette résolution est

## **II. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020**

### **DEUXIEME RESOLUTION**

« L'assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration décide d'affecter le résultat comme suit :

- doter la réserve légale de 36 617.89 euros, la portant ainsi à 1 180 280.04 euros (en application de l'article L.232-10 du Code de commerce, un vingtième du bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures) ;
- distribuer un dividende global de 855 000.00 euros, soit un dividende net unitaire de 0,03 euro par action ordinaire au nominal de 10 euros ; et
- porter le solde du bénéfice distribuable de 26 050.98 euros en report à nouveau.

<b>Bénéfice net de l'exercice</b>	<b>732 357.78 euros</b>
<b>Report à nouveau antérieur</b>	<b>185 311.09 euros</b>
<b>Total</b>	<b>917 668.87 euros</b>
<b>Dotation à la réserve légale</b>	<b>36 617.89 euros</b>
<b>Dividende</b>	<b>855 000.00 euros</b>
<b>Report à nouveau</b>	<b>26 050.98 euros</b>
<b>Total</b>	<b>917 668.87 euros</b>

Il est rappelé que par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire du 5 mai 2021, la Société a décidé de distribuer un dividende global de 570 000.00 euros, soit un dividende net unitaire de 0,02 euro par action ordinaire au nominal de 10 euros au titre de l'exercice 2020. »

Cette résolution est

## **III. Rapport sur le contrôle interne et sur la mesure et la surveillance des risques**

### **TROISIEME RESOLUTION**

« L'assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le contrôle interne et sur la mesure et la surveillance des risques, approuve ledit rapport. »

Cette résolution est



#### **IV. Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur l'absence de conventions réglementées**

##### **QUATRIEME RESOLUTION**

« L'assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions relevant des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, approuve les conclusions dudit rapport, concernant l'absence de conventions ou d'engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé. »

Cette résolution est

#### **V. Nomination d'un nouvel administrateur**

##### **CINQUIEME RESOLUTION**

« L'assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et connaissance prise du compte-rendu du comité des nominations, nomme en qualité d'administrateur Mme Magali LOGRE, pour une durée de quatre (4) ans, en remplacement de Mme Catherine DEDICKER. Le mandat de Mme Magali LOGRE prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer en 2027 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026. »

Cette résolution est

#### **VI. Renouvellement d'un administrateur**

##### **SIXIEME RESOLUTION**

« L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et connaissance prise du compte-rendu du comité des nominations, renouvelle, à compter de ce jour, Monsieur Alexis BORNICHE en qualité d'administrateur pour une durée de six années venant à expiration lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2028 et appelée à délibérer sur l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027. »

Cette résolution est

#### **VII- Pouvoirs en vue des formalités**

##### **SEPTIEME RESOLUTION**

« L'Assemblée générale décide de donner tous pouvoirs à la société « LEXTENSO/PETITES AFFICHES » pour effectuer toutes les formalités légales et faire tous dépôts et publicités prévus par la législation en vigueur relatifs à l'ensemble des résolutions qui précèdent. »

Cette résolution est

# **RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**BNP PARIBAS HOME LOAN SFH**

Société anonyme

1, boulevard Haussmann  
75009 Paris

---

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2021

**PricewaterhouseCoopers Audit, SAS**  
63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

**Deloitte & Associés**  
6 place de la Pyramide  
92908 Paris-La Défense Cedex

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

**(Exercice clos le 31 décembre 2021)**

A l'assemblée générale  
**BNP PARIBAS HOME LOAN SFH**  
1, boulevard Haussmann  
75009 Paris

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BNP PARIBAS HOME LOAN SFH relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

## **Justification des appréciations – Points clés de l’audit**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l’audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l’état d’urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d’avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l’organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C’est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu’il n’y avait pas de point clé de l’audit à communiquer dans notre rapport.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

## **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d’administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l’article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l’observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n’incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu’elles n’entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

## **Rapport sur le gouvernement d’entreprise**

Nous attestons de l’existence, dans le rapport du conseil d’administration sur le gouvernement d’entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 du code de commerce.

## **Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

## **Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel**

Nous avons également procédé, conformément à la norme d’exercice professionnel sur les diligences

du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur Général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BNP PARIBAS HOME LOAN SFH par votre assemblée générale du 12 septembre 2012 pour Deloitte et Associés et du 18 septembre 2016 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2021, Deloitte et Associés était dans la 10ème année de sa mission sans interruption et PricewaterhouseCoopers Audit dans la 15ème année.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

#### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions

économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

***Rapport au Conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce***

Nous remettons au Conseil d'administration un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-Sur-Seine et Paris-La Défense, le 1er avril 2022,

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit, SAS

Deloitte & Associés



Ridha Ben Chamek



Laurence DUBOIS

**ETATS FINANCIERS DE  
BNP PARIBAS HOME LOAN SFH**

**Au 31 DECEMBRE 2021**



# SOMMAIRE

## COMPTES SOCIAUX

	<b>Compte de résultat au 31 Décembre 2021</b>	<b>2</b>
	<b>Bilan au 31 Décembre 2021</b>	<b>3</b>
<b>1</b>	<b>RESUME DES Principes comptables APPLIQUES PAR BNP PARIBAS SFH</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT au 31 Décembre 2021</b>	<b>7</b>
2.a	Marge d'intérêts	7
2.b	Commissions	7
2.c	Charges générales d'exploitation & Produits divers d'exploitation	8
2.d	Impôt sur les bénéfices	8
<b>3</b>	<b>Notes relatives au bilan au 31 Décembre 2021</b>	<b>9</b>
3.a	Créances et dettes envers les établissements de crédits	9
3.b	Autres actifs et autres passifs	9
3.c	Comptes de régularisation	10
3.d	Dettes représentées par un titre	10
3.e	Dettes subordonnées	10
<b>4</b>	<b>Informations complémentaires</b>	<b>11</b>
4.a	Evènements postérieurs à la clôture	11
4.b	Evolution du capital en euros	11
4.c	Variations des capitaux propres	11
4.d	Notionnel des instruments financiers	11
4.e	Echéances des emplois et des ressources	12
4.f	Honoraires du Commissaire aux Comptes	12

## COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE AU 31/12/2021

En euros	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Intérêts et produits assimilés	2.a	260 406 824	399 324 680
Intérêts et charges assimilés	2.a	(259 340 080)	(398 483 430)
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)	2.b	1 250 000	1 250 000
Commissions (charges)	2.b	(412 561)	(256 215)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		(0)	1
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		-	-
Autres produits d'exploitation bancaire - F.R.U.	2.c	1 718 161	1 582 784
Autres charges d'exploitation bancaire		-	-
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>3 622 344</b>	<b>3 417 820</b>
Frais de personnel		-	-
Autres frais administratifs	2.c	(904 023)	(795 255)
<i>Dont (F)onds de (R)ésolution (U)nique (1)</i>			
Charges diverses d'exploitation bancaire		(1 718 161)	(1 582 784)
Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles		-	-
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>1 000 160</b>	<b>1 039 782</b>
Coût du risque		-	-
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>1 000 160</b>	<b>1 039 782</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
Dotations nettes aux provisions réglementées			
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>		<b>1 000 160</b>	<b>1 039 782</b>
Résultat exceptionnel			
Impôt sur les bénéfices	2.d	(267 802)	(316 909)
<b>RESULTAT NET</b>		<b>732 358</b>	<b>722 873</b>

## BILAN AU 31/12/2021

En euros	Notes	31/12/2021	31/12/2020
<b>ACTIF</b>			
Caisse, banques centrales et CCP		2 410	4 606 *
Effets publics et valeurs assimilées		-	-
Créances sur les établissements de crédit	3.a	33 964 605 060	32 849 542 315
Opérations avec la clientèle		-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe		-	-
Actions et autres titres à revenu variable		-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	3.c	-	-
Parts dans les entreprises liées		-	-
Crédit-bail et location avec option d'achat		-	-
Immobilisations incorporelles		-	-
Immobilisations corporelles		-	-
Actions propres		-	-
Autres actifs	3.b	2 003 111	1 581 383
Comptes de régularisation	3.d	101 330 730	78 825 179
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>34 067 941 311</b>	<b>32 929 953 483</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>DETTES</b>			
Banques centrales et CCP	3.a	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	3.a	1 290 000 000	1 980 000 000
Opérations avec la clientèle		-	-
Dettes représentées par un titre	3.d	32 334 467 915	30 580 574 031
Autres passifs	3.b	40 533	153 875
Comptes de régularisation	3.c	116 302 387,04	42 257 743
Provisions pour risques et charges		-	-
Dettes subordonnées	3.e	40 032 527	40 032 243
<b>TOTAL DETTES</b>		<b>33 780 843 362</b>	<b>32 643 017 892</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	4.b		
Capital souscrit		285 000 000	285 000 000
Prime d'émission		-	-
Réserves		1 180 280	1 144 136
Report à nouveau		185 311	68 582
Résultat de l'exercice		732 358	722 873
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>		<b>287 097 949</b>	<b>286 935 591</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>34 067 941 311</b>	<b>32 929 953 483</b>
<b>HORS BILAN</b>			
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>			
Engagements de financement		-	-
Engagements de garantie		1 884 588	1 581 383
Engagements sur titres		-	-
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>			
Engagements de financement		-	-
Engagements de garantie		-	-
Engagements sur titres		-	-

\* Compte Bancaire Banque de France

## **1. RESUME DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES PAR BNP PARIBAS HOME LOAN SFH**

L'épidémie de coronavirus, reconnue comme pandémie par l'Organisation Mondiale de la Santé le 11 mars 2020 et les diverses mesures mises en place par les gouvernements et organismes de réglementation pour lutter contre sa propagation ont affecté la chaîne d'approvisionnement mondiale ainsi que la demande de biens et de services et ont de ce fait un impact important sur la croissance mondiale. Dans le même temps, les politiques budgétaires et monétaires ont été assouplies pour soutenir l'économie.

Les comptes sociaux de BNP Paribas Home Loan SFH sont établis sur la base de la continuité d'activité. Les impacts de cette épidémie atténués par l'ensemble des mesures contracycliques comme les mesures de soutien des autorités et les plans de relance de l'activité économique dont bénéficient les clients concernent principalement le provisionnement et l'évaluation des actifs. L'estimation de ces impacts a été réalisée dans un contexte d'incertitude concernant l'ampleur des conséquences de cette épidémie sur les économies tant au niveau local que mondial.

Les comptes de BNP Paribas Home Loan SFH sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit tels que figurant dans le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014.

Le compte de résultat au 31 décembre 2021 et les notes aux Etats Financiers afférentes présentent une information comparative au 31 décembre 2020.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### **Créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle**

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent également les valeurs reçues en pension, quel que soit le support de l'opération, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus et non échus.

### **Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre sont comptabilisées au coût amorti.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties selon la méthode actuarielle sur la durée de vie de l'emprunt, les frais afférents à leur émission étant répartis linéairement sur cette même durée.

## **Enregistrement des produits et des charges**

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constatés prorata temporis.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de services sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu.

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

## **Opérations en devises**

Les créances et dettes, libellés en devises sont évaluées au cours de change au comptant à la clôture de l'exercice.

La conversion de ces opérations libellées en devises aux dates d'arrêté dégage un écart constaté au compte de résultat.

Les produits et charges libellés en devises, relatifs à des prêts ou des emprunts sont enregistrés dans des comptes de produits et de charges ouverts dans chacune des devises concernées, les conversions s'effectuant aux dates d'arrêté mensuel.

## **Informations relatives aux transactions entre parties liées**

Compte tenu de l'activité de la société et de son lien capitalistique (filiale détenue à 99,99% par BNP Paribas SA), les obligations de l'ANC n° 2014-07 sur la présentation des informations sur les parties liées ne sont pas applicables

## **Régime d'intégration fiscale**

BNP Paribas Home Loan SFH est intégrée au groupe fiscal France dont la tête de groupe est BNP Paribas depuis le 01/01/2005.

En matière d'impôt sur les sociétés, conformément aux termes de la convention d'intégration fiscale, l'impôt est déterminé par la filiale, comme en l'absence d'intégration fiscale.

Le montant ainsi calculé, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, est dû à la société mère, BNP PARIBAS SA.

## **Consolidation**

Les comptes de la société BNP Paribas Home Loan SFH sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de BNP Paribas S.A.

## **Informations générales**

Dans le cadre des émissions des obligations de financement de l'habitat, BNP Paribas a mis en collatéral au profit de BNP Paribas Home Loan SFH un gisement de prêts immobiliers pour un montant de 36 794 275 586 € au 31 décembre 2021.

Ce gisement est utilisé à hauteur de 34 781 818 182 € au titre des émissions existantes.

La société a son siège social en France et n'a aucune succursale ou filiale, conformément aux dispositions de l'article L.513-29 du Code monétaire et financier, implantées à l'étranger et y compris dans des Etats non coopératifs.

## **Evènements postérieurs à la clôture**

Il n'y a aucun événement post-clôture.

## 2. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2021

### 2.a MARGE D'INTERETS

BNP Paribas Home Loan SFH, présente sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées » la rémunération déterminée des instruments financiers évalués au coût amorti.

En euros	31/12/2021		31/12/2020	
	Produits	Charges	Produits	Charges
<b>Établissements de crédit</b>	<b>247 934 771</b>	<b>(22 913 688)</b>	<b>399 324 680</b>	<b>(28 073 225)</b>
Comptes à vue, prêts et emprunts	247 934 771	(22 913 688)	399 324 680	(28 073 225)
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>12 472 053</b>	<b>(236 426 393)</b>	-	<b>(370 410 205)</b>
Obligations	12 472 053	(235 719 086)		(369 673 355)
Dettes subordonnées à terme		(707 307)		(736 850)
<b>Produits et charges d'intérêts</b>	<b>260 406 824</b>	<b>(259 340 080)</b>	<b>399 324 680</b>	<b>(398 483 430)</b>

*Les produits et charges d'intérêts sur les dérivés de couverture sont présentés avec les revenus des éléments dont ils contribuent à la couverture des risques.*

### 2.b COMMISSIONS

En euros	31/12/2021		31/12/2020	
	Produits	Charges	Produits	Charges
<b>Opérations bancaires et financières</b>	<b>1 250 000</b>	<b>(412 561)</b>	<b>1 250 000</b>	<b>(256 215)</b>
Opérations sur titres	1 250 000	(412 561)	1 250 000	(256 215)
<b>Produits et charges de commissions</b>	<b>1 250 000</b>	<b>(412 561)</b>	<b>1 250 000</b>	<b>(256 215)</b>

En euros	31/12/2021		31/12/2020	
	Produits	Charges	Produits	Charges
<b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation</b>	-	(0)	1	-
<b>Produits et charges de commissions</b>	-	(0)	1	-

## 2.c CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION & PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION

En euros	31/12/2021	31/12/2020
<b>Autres frais administratifs</b>	<b>(904 023)</b>	<b>(795 255)</b>
<i>Rémunération d'intermédiaires</i>	<i>(881 105)</i>	<i>(693 517)</i>
<i>Impôts et taxes</i>	<i>(22 918)</i>	<i>(101 738)</i>
<i>Fonds de garantie et (F)onds de (R)ésolution (U)nique</i>		
<b>Total frais généraux</b>	<b>(904 023)</b>	<b>(795 255)</b>
<i>Fonds de garantie et (F)onds de (R)ésolution (U)nique ( 1 )</i>	<i>(1 718 161)</i>	<i>(1 582 784)</i>
<b>Total des Charges diverses d'exploitation bancaire</b>	<b>(1 718 161)</b>	<b>(1 582 784)</b>

(1) Reclassement de la contribution au FRU en charges diverses d'exploitation bancaire.

En euros	31/12/2021	31/12/2020
<b>Produits divers d'exploitation</b>	<b>1 718 161</b>	<b>1 582 784</b>
Autres produits divers d'exploitation ( 1 )	1 718 161	1 582 784

(1) Règlement européen n°806/2014 du Fonds de Résolution Unique.

Appel de fonds 2021 pour 2 021 366 € dont 85% comptabilisé en charge avec refacturation à BNP PARIBAS conformément à la Fee Letter 2021.

## 2.d IMPOT SUR LES BENEFICES

En euros	31/12/2021	31/12/2020
Impôts courants de l'exercice	(267 802)	(316 909)
<b>Impôt sur les bénéfices</b>	<b>(267 802)</b>	<b>(316 909)</b>



### 3. NOTES RELATIVES AU BILAN AU 31/12/2021

#### 3.a CREANCES ET DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS

En euros	31/12/2021	31/12/2020
<b>Prêts et créances</b>	<b>33 964 607 470</b>	<b>32 849 546 921</b>
Comptes ordinaires débiteurs	15 469 241	16 632 106
Comptes à terme et prêts	33 949 138 229	32 832 914 815
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>	<b>33 964 607 470</b>	<b>32 849 546 921</b>
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>100 962 644</i>	<i>216 914 814</i>

En euros	31/12/2021	31/12/2020
Comptes ordinaires créditeurs	-	-
<b>Dettes et emprunts</b>	<b>1 290 000 000</b>	<b>1 980 000 000</b>
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>1 290 000 000</b>	<b>1 980 000 000</b>
<i>Dont dettes rattachées (1)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>

(1) Le taux d'intérêts sur collatéral étant négatif, les intérêts ont été rattachés à l'actif en 2021 comme 2020.

#### 3.b AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS

En euros	31/12/2021	31/12/2020
<b>Débiteurs divers</b>	<b>2 003 111</b>	<b>1 581 383</b>
<i>dont (F)onds de (R)ésolution (U)nique</i>	<i>1 884 588</i>	<i>1 581 383</i>
<b>Autres actifs</b>	<b>2 003 111</b>	<b>1 581 383</b>
<b>Créditeurs divers</b>	<b>40 533</b>	<b>153 875</b>
<b>Autres Passifs</b>	<b>40 533</b>	<b>153 875</b>

Au 31/12/2021, aucune dette fournisseur ne figurait dans les comptes de la société BNP Paribas Home Loan SFH.

### 3.c COMPTES DE REGULARISATION

En euros	31/12/2021	31/12/2020
<b>Produits à recevoir</b>	0	0
<b>Autres comptes de régularisation débiteurs</b>	101 330 730	78 825 179
<i>Charges constatées d'avance</i>	101 330 730	78 825 179
<b>Comptes de régularisation - actif</b>	<b>101 330 730</b>	<b>78 825 179</b>
<b>Charges à payer</b>	185 156	132 402
<b>Autres comptes de régularisation créditeurs</b>	116 117 231	42 125 341
<i>produits constatés d'avance</i>	116 117 231	42 125 341
<i>Autres comptes de régularisation</i>	-	-
<b>Comptes de régularisation - passif</b>	<b>116 302 387</b>	<b>42 257 743</b>

*Les comptes de régularisation à l'actif incluent les primes de remboursements restant à étaler sur les obligations zéro coupon qui sont nuls en Décembre 2021 (52.5 M€ en 2020).*

### 3.d DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

En euros	31/12/2021	31/12/2020
<b>Obligations</b>	32 233 000 000	30 376 844 363
<b>dettes rattachées</b>	101 467 915	203 729 669
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>32 334 467 915</b>	<b>30 580 574 031</b>

### 3.e DETTES SUBORDONNÉES

En euros	31/12/2021	31/12/2020
<b>Dettes subordonnées remboursables</b>	40 000 000	40 000 000
<b>Dettes rattachées</b>	32 527	32 243
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>40 032 527</b>	<b>40 032 243</b>

## 4. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### 4.a EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Il n'y a aucun événement post-clôture.

### 4.b EVOLUTION DU CAPITAL EN EUROS

	Nombre de titres				Valeur nominale
	à l'ouverture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	à la clôture de l'exercice	
Actions ordinaires	28 500 000			28 500 000	10 euros
Actions amorties					
Actions à dividendes prioritaire sans droit de vote					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissement					

### 4.c VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en euros	31/12/2020	Augmentations de postes	Diminutions de postes	31/12/2021
<b>Capital</b>	<b>285 000 000</b>	-	-	<b>285 000 000</b>
Primes d'émission				
Réserve légale	1 144 136	36 144		1 180 280
Report à nouveau	68 582	116 729		185 311
Résultat de l'exercice	722 873	732 358	(722 873)	732 358
<b>Capitaux propres</b>	<b>286 935 591</b>	<b>885 230</b>	<b>(722 873)</b>	<b>287 097 949</b>

### 4.d NOTIONNEL DES INSTRUMENTS FINANCIERS

En euros	31/12/2021	31/12/2020
Instruments dérivés de cours de change	-	-
Instruments dérivés de taux d'intérêt	-	-
<b>Instruments financiers à terme sur marché de gré à gré</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

La valorisation nette des swaps au 31/12/2021 est nulle.

#### 4.e ECHEANCES DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES

En euros	Durée restant à courir				
	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
<b>EMPLOIS</b>					
<i>créances à vue</i>	15 466 832	-	-	-	<b>15 466 832</b>
<i>créances à terme</i>	2 785 000 000	3 000 000 000	9 311 000 000	18 752 000 001	<b>33 848 000 001</b>
<b>RESSOURCES</b>					
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	1 289 997 590	-	-	-	<b>1 289 997 590</b>
<b>dettes représentées par un titre</b>	1 150 000 000	3 000 000 000	9 311 000 000	18 772 000 000	<b>32 233 000 000</b>
<b>Opérations avec la clientèle</b>					-
<b>dettes subordonnées</b>	25 000 000	-	-	15 000 000	<b>40 000 000</b>

#### 4.f HONORAIRES DU COMMISAIRES AUX COMPTES

Le montant total des Honoraires du Commissaire aux Comptes, liés à sa mission de contrôle légal des comptes, de l'exercice 2021 s'élèvent à 45 960 euros hors taxe, conformément à la lettre de mission approuvée et signée. La valeur s'élève à 55 152 toutes taxes comprises.

## **RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

### **BNP PARIBAS HOME LOAN SFH**

Société Anonyme

1, boulevard Haussmann  
75009 PARIS

---

#### **Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés**

Assemblée Générale d'approbation des comptes de  
l'exercice clos le 31 décembre 2021

**PricewaterhouseCoopers Audit, SAS**  
63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

**DELOITTE ET ASSOCIES**  
6 place de la Pyramide  
92908 Paris-La Défense Cedex

## **Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées**

**(Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021)**

Aux Actionnaires  
**BNP PARIBAS HOME LOAN SFH**  
1 Boulevard Haussmann  
75009 Paris

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

### ***CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE***

---

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du code de commerce.

### ***CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE***

---

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

---

**BNP PARIBAS HOME LOAN SFH**

*Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées*

*(Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021) - Page 2*

---

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 1er avril 2022

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit, SAS



Ridha Ben Chamek

Deloitte & Associés



Laurence DUBOIS



# **BNP PARIBAS HOME LOAN SFH**

Société Anonyme à conseil d'administration  
au capital de € 285 000 000  
Siège Social : 1 boulevard Haussmann – 75009 PARIS  
454 084 211 R.C.S. PARIS

## **RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE**

*Conformément aux dispositions des articles L.225-37 et suivants du Code de commerce,  
L. 621-18-3 du Code monétaire et financier et 222-9 du Règlement général de l'AMF*

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021**





**BNP PARIBAS**  
**HOME LOAN SFH**

Société Anonyme à conseil d'administration  
au capital de € 285 000 000  
Siège Social : 1 boulevard Haussmann – 75009 PARIS  
454 084 211 R.C.S. PARIS

***RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE***

***Conformément aux dispositions des articles L.225-37 et suivants du Code de commerce,  
L. 621-18-3 du Code monétaire et financier et 222-9 du Règlement général de l'AMF***

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021**

## GLOSSAIRE

<b>ACPR</b>	Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution
<b>ALM</b>	<i>Assets and Liabilities Management</i>
<b><i>Covered Bonds</i></b>	Obligations de financement de l'habitat
<b><i>Risk Appetite Statement</i></b>	Déclaration relative à la tolérance au risque

## **I - PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Les informations fournies ci-dessous viennent en complément des éléments fournis dans le rapport annuel de gestion conformément à l'article L.225-100-1 du Code de commerce (notamment sur la situation de la société au cours de l'exercice précédent et les événements importants survenus depuis la clôture, la marche des affaires sociales et les risques de la société).

### **1 PRINCIPE ET STRUCTURE DE GOUVERNANCE**

Lors de sa séance du 22 juillet 2016, le conseil d'administration (le « **Conseil d'administration** ») a adopté son règlement intérieur, définissant notamment la composition et le fonctionnement du Conseil, les obligations des administrateurs, ainsi que les missions du Conseil et des Comités spécialisés.

Le règlement intérieur (tel que modifié et approuvé par le Conseil d'administration le 27 mars 2018 et le 26 mars 2019) rappelle et souligne le caractère collégial du Conseil d'administration qui représente collectivement l'ensemble des actionnaires et qui agit en toutes circonstances dans l'intérêt social de la société.

#### **1.1 Mode de direction choisi**

BNP Paribas Home Loan SFH est une société anonyme (la « **Société** »). Elle est administrée par un Conseil d'administration. La direction de la Société est assumée par un directeur général et un directeur général délégué, les fonctions de président du Conseil d'administration et directeur général étant, depuis le 19 décembre 2013 assurées par deux représentants distincts en application des dispositions de l'arrêté du 3 novembre 2014 (l'« **Arrêté** »), transposant les dispositions de l'article 88 alinéa 1, point e de la directive 2013/36/UE du 26 juin 2013 concernant l'accès à l'activité et la surveillance prudentielle des établissements de crédit, qui prescrit que le président de l'organe de direction d'un établissement de crédit dans sa fonction de surveillance d'un établissement ne peut pas exercer simultanément la fonction de directeur général dans le même établissement, sauf lorsqu'une telle situation est justifiée par l'établissement et approuvée par les autorités compétentes.

Par voie de conséquence, BNP Paribas Home Loan SFH a effectué le changement de gouvernance requis, et a donc dissocié les fonctions de président du Conseil d'administration et de directeur général afin de se mettre en conformité avec le texte précité.

Ce changement a été opéré lors du Conseil d'administration du 19 décembre 2013.

## 1.2 Composition du Conseil d'administration et liste des mandats

Conformément aux dispositions de l'article L.225-17 du Code de commerce, le Conseil d'administration est composé de trois (3) membres au moins et de dix-huit (18) membres au plus.

Au 31 décembre 2021, le Conseil d'administration était composé de 6 membres.

<b>COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</b> <b>LISTE DES MANDATS DES ADMINISTRATEURS</b> <b>(Article L.225-37-4 alinéa 1<sup>er</sup>)</b>	
<b>Mme Valérie BRUNERIE</b>	<p><i>Administratrice, Présidente du Conseil d'administration</i></p> <p>Valérie BRUNERIE exerce par ailleurs au sein de BNP Paribas la fonction de Responsable Gestion Opérationnelle à Moyen et Long Terme.</p> <p><i>Autres mandats sociaux :</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Présidente du Conseil d'administration de BNP Paribas Public Sector SCF,</li><li>- Représentant permanent de BNP Paribas S.A, administrateur au Conseil d'administration de la Société de Financement de l'Economie Française,</li><li>- Représentant permanent de BNP Paribas S.A, administrateur au Conseil d'administration de la Caisse de Refinancement de l'Habitat</li></ul>
<b>Mme Véronique FLOXOLI</b>	<p><i>Administratrice, Vice-Présidente du Conseil d'Administration, Directrice Générale et dirigeant effectif</i></p> <p>Véronique FLOXOLI exerce par ailleurs, au sein de BNP Paribas, la fonction de Responsable Funding Moyen et Long terme.</p> <p><i>Autres mandats sociaux :</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Administratrice, Vice-Présidente, Directrice Générale et Dirigeant Effectif de BNP Paribas Public Sector SCF.</li></ul>

<p><b>Mme Catherine DECIKER</b></p>	<p><i>Administratrice, Directrice Générale Déléguée et dirigeant effectif</i></p> <p>Catherine DEDICKER est par ailleurs membre de l'équipe ALM - Trésorerie - Moyen-Long Terme au sein de BNP Paribas.</p> <p><i>Autres mandats sociaux :</i>  - Administratrice, Directrice Générale Déléguée et Dirigeant Effectif de BNP Paribas Public Sector SCF</p>
<p><b>M. Alexis BORNICHE</b></p>	<p><i>Administrateur</i></p> <p>Alexis BORNICHE est par ailleurs au sein de BNP Paribas, membre de l'équipe ALM - Trésorerie - Moyen-Long Terme.</p> <p><i>Autres mandats sociaux :</i> aucun</p>
<p><b>BNP Paribas S.A</b> n° siren 662 042 449</p>	<p><i>Administrateur</i></p> <p><i>Représenté par M. Arnaud DEGRAVI</i></p>
<p><b>M. Alexis LATOUR</b></p>	<p><i>Administrateur</i></p> <p>Alexis LATOUR est par ailleurs au sein de BNP Paribas, CIB Legal, responsable de l'équipe juridique <i>Securities Platform – Continental Europe</i>.</p> <p><i>Autres mandats sociaux :</i>  - Administrateur de BNP Paribas Public Sector SCF  - Membre du Conseil de Surveillance de Louis Latour S.A</p>

### 1.3 Durée du mandat

La durée des fonctions des administrateurs nommés par l'assemblée générale ordinaire est de six (6) années. Lorsque le Directeur Général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

Le conseil d'administration du 26 mars 2020 a par ailleurs (i) renouvelé Madame Floxoli dans ses fonctions de Directeur Général pour une durée de six (6) années et (ii) a désigné Madame DEDICKER en qualité de Directeur Général Délégué de la Société et de dirigeant effectif. Ces deux mandats expireront à l'issue de l'assemblée générale qui statuera en 2027 sur les comptes de l'exercice 2026.

#### 1.4 Nombre minimum d'actions

Les administrateurs, personnes physiques, ne sont pas détenteurs d'action de la Société.

#### 1.5 Age maximum

Le nombre des administrateurs ayant atteint l'âge de soixante-dix (70) ans ne peut être supérieur au tiers des administrateurs en fonction. Si cette limite est atteinte, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires la plus proche. Cette disposition s'applique également aux représentants permanents des personnes morales.

Le directeur général ne peut pas être âgé de plus de soixante-cinq (65) ans.

#### 1.6 Indépendance et diversification des membres du Conseil d'administration

Il est considéré que dans le cadre des sociétés de financement de l'habitat, le contrôleur spécifique, par sa nature indépendante, dispose des moyens de contrôle et, si nécessaire, d'alerte de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, suffisants pour assumer les missions dévolues à un administrateur indépendant.

Le Conseil est composé de six membres présentant des profils diversifiés puisqu'il réunit à la fois des spécialistes de la structuration, de la gestion du collatéral (actif de la société), des émissions obligataires et des marchés financiers (passif de la société), du juridique et du réglementaire.

Le Conseil a par ailleurs lors de sa séance du 26 mars 2019 adopté une politique en matière d'aptitude des membres de l'organe de direction ayant pour objet, tout en se conformant aux dispositions légales, réglementaires et statutaires applicables à BNP Paribas Home Loan SFH, de mettre en œuvre les orientations de l'Autorité Bancaire Européenne sur la gouvernance interne des établissements de crédit en application de la Directive européenne dite « CRD IV ».

Le Conseil veille également à prévenir les risques de conflit d'intérêts.

A sa connaissance, les administrateurs ne se trouvent pas dans une situation de conflit d'intérêts.

#### 1.7 Rôle, missions et fonctionnement général du Conseil d'administration et de la direction générale

Conformément à la loi et aux statuts de la Société, le Conseil d'administration se réunit sur convocation de son président, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. En cas d'indisponibilité du président, la convocation peut être faite par un vice-président. Le directeur général peut également demander au président de convoquer le Conseil sur un ordre du jour déterminé. Le président est lié par les demandes qui lui ont été adressées.

Les réunions ont lieu, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation. Les convocations sont faites par tous moyens et même verbalement.

Les délibérations du Conseil sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial tenu au siège social de la Société, coté et paraphé, ou sur des feuilles mobiles numérotées et paraphées sans discontinuité, conformément aux dispositions légales et signées par le président de séance et un administrateur, ou en cas d'empêchement du président de séance, par deux administrateurs au moins.

Conformément à la loi et aux statuts de la Société, le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer par le président, le directeur général ou le directeur général délégué de la Société tous les documents et informations qu'il estime utiles.

Les décisions du Conseil d'administration sont exécutées, soit par le président, le directeur général ou le directeur général délégué, soit par tout délégué spécial que le Conseil désigne.

En outre, le Conseil peut conférer à l'un de ses membres ou à des tiers, actionnaires ou non, tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés, dans les conditions qu'il fixe, avec ou sans faculté pour les mandataires de consentir eux-mêmes toute substitution totale ou partielle, et faire procéder à toutes études et enquêtes. Il fixe, dans ce cas, les rémunérations tant fixes que proportionnelles des mandats effectués.

Il peut aussi décider la création de comités ou commissions chargés d'étudier les questions que lui-même ou le président soumet pour avis à leur examen ; ces comités ou commissions exercent leurs attributions sous sa responsabilité.

Conformément aux articles L.511-89 et suivants du Code monétaire et financier prévoyant la création de comités spécialisés par les établissements de crédit et les sociétés de financement d'importance significative, le Conseil a constitué (i) un comité des nominations, compétent notamment pour identifier et recommander des personnes aptes à exercer les fonctions d'administrateur, évaluer l'équilibre et la diversité des connaissances, des compétences et des expériences individuelles et collectives des membres du Conseil d'administration, fixer un objectif en matière de représentation équilibrée des femmes et des hommes conformément à l'article L.225-37-4 du Code de commerce et prévenir les risques de conflit d'intérêts (ii) un comité des risques compétent pour conseiller le Conseil d'administration sur la stratégie globale de l'établissement de crédit et l'appétence en matière de risques, tant actuels que futurs et assister le Conseil d'administration dans le contrôle de la mise en œuvre de cette stratégie.

Conformément à l'article L.823-20, alinéa 4 du Code de commerce, le Conseil d'administration de la Société a décidé lors de sa séance du 12 septembre 2017 de ne pas mettre en place un comité d'audit et d'exercer à son niveau les missions dévolues à celui-ci.

A ce titre, pour la réalisation de ses missions d'audit, le Conseil d'administration se réfère aux procédures du Groupe BNP Paribas concernant l'élaboration et le contrôle (interne et externe) de l'information financière et comptable de la Société.

Le président organise et dirige les travaux du Conseil d'administration, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le directeur général et le directeur général délégué sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, et assument également les fonctions de dirigeants effectifs au sens de l'article L.511-13 du Code monétaire et financier et de représentants auprès des autorités de tutelle. Ils exercent ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et des stipulations des statuts, et sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration.

Ils représentent la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du directeur général et/ou du directeur général délégué qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le directeur général et le directeur général délégué sont responsables de l'organisation et des procédures de contrôle interne et de l'ensemble des informations requises par la loi au titre du rapport sur le contrôle interne et la mesure de la surveillance des risques.

Le Conseil d'administration peut limiter les pouvoirs du directeur général et du directeur général délégué, mais cette limitation est inopposable aux tiers.

Le directeur général et les directeurs généraux délégués ont la faculté de substituer partiellement dans leurs pouvoirs, de façon temporaire ou permanente, autant de mandataires qu'ils aviseront, avec ou sans la faculté de substituer.

Le président du Conseil d'administration, le directeur général et le directeur général délégué sont révocables à tout moment par le Conseil. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages intérêts.

Pour plus de détails, vous pouvez vous reporter aux statuts de la Société.

#### 1.8 Activité des organes sociaux :

Au cours de l'exercice se sont tenus cinq (5) conseils d'administration.

Le Conseil a notamment procédé à chaque trimestre à l'examen des comptes et au vote du programme trimestriel d'émission. Il a par ailleurs approuvé les différents rapports qui lui ont été soumis et a renouvelé les délégations en matière de décision d'émissions d'obligations sécurisées.

Pour plus de détails concernant la vie sociale de la Société, nous vous invitons à vous reporter également au rapport financier annuel du Conseil d'administration.



1.9 Principes et règles arrêtés pour déterminer la rémunération des mandataires sociaux (conformément aux articles L.225-37-2 et L.225-37-3 du Code de commerce) :

Conformément à l'article 20 des statuts de la Société, l'assemblée générale peut allouer aux administrateurs, en rémunération de leur activité, une somme fixe annuelle, à titre de jetons de présence. Le Conseil d'administration répartit cette rémunération librement entre ses membres.

La rémunération du président du Conseil d'administration, celle du directeur général, ainsi que celle du directeur général délégué, sont déterminées par le Conseil d'administration. Elles peuvent être fixes ou proportionnelles, ou à la fois fixes et proportionnelles.

Il peut être alloué, par le Conseil d'administration, des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs ; dans ce cas, ces rémunérations portées aux charges d'exploitation sont portées à la connaissance des commissaires aux comptes et soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire. Toutefois, relativement à l'application des dispositions de l'article L.225-37-3 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance que les mandataires sociaux n'ont bénéficié ni de rémunération ni d'avantage d'une quelconque nature de la part de BNP Paribas Home Loan SFH.

Certains mandataires sociaux exercent leur activité principale en tant que salariés de BNP Paribas, société qui contrôle BNP Paribas Home Loan SFH; ils reçoivent à ce titre une rémunération et des avantages que BNP Paribas ne communique pas à ses filiales, conformément à sa politique interne relative aux salariés qui n'exercent pas de mandats sociaux en son sein.

Il convient de noter que la collecte d'informations sur les rémunérations, conformément aux dispositions de l'instruction de l'ACPR n° 2014-I-13 relative à la collecte d'informations sur les rémunérations est effectuée au niveau du groupe sur base consolidée.

1.10 Commissaires aux Comptes titulaires

Les commissaires aux comptes de la Société sont les cabinets PricewaterhouseCoopers Audit et Deloitte & Associés.

<b>Commissaires aux comptes titulaires</b>
<b>PricewaterhouseCoopers Audit,</b> 63, rue de Villiers, 92 208 Neuilly-sur-Seine Cedex Associé : <b>M. Ridha BEN CHAMEK</b>
<b>Deloitte &amp; Associés</b> 6, place de la Pyramide 92908 Paris la Défense Associée : <b>Mme Laurence DUBOIS</b>

La rémunération des commissaires aux comptes pour l'exercice 2021 est de 22 980 euros (HT) pour chaque cabinet. En complément, PricewaterhouseCoopers Audit a fourni au titre de l'année 2021 des services autres que la certification des Comptes (SACC) avec la vérification des informations sociales, environnementales et sociétales pour 1 000 euros (HT) et la réalisation de l'audit relatif au tableau de flux de trésorerie pour 6 000 euros (HT).

#### 1.11 Contrôleur Spécifique

La Société ayant par ailleurs le statut de Société de Financement de l'Habitat, elle a nommé le 15 novembre 2018 Stéphane MASSA du cabinet Fidès Audit, en tant que contrôleur spécifique titulaire et M. Hugues BEAUGRAND en tant que contrôleur spécifique suppléant.

Suite à la démission de M. Hugues BEAUGRAND en tant que contrôleur spécifique suppléant, Madame Martine LECONTE du cabinet RSM a été désignée par le conseil d'administration en tant que contrôleur spécifique suppléant le 22 octobre 2021.

La rémunération effective du contrôleur spécifique est estimée pour l'exercice 2021 à un montant fixe annuel de 98 000 euros (HT) ainsi qu'un montant de 7 200 euros (HT) par attestation relative aux émissions individuelles de ressources supérieures à 500 millions d'euros.

#### 1.12 Conventions réglementées visées à l'article L.225-38 du Code de commerce

A la suite des modifications apportées au régime des conventions réglementées par l'Ordonnance n°2014-863 du 31 juillet 2014, les conventions conclues entre deux sociétés dont l'une détient directement ou indirectement la totalité du capital de l'autre, ne relèvent désormais plus du régime d'autorisation préalable du Conseil. Dès lors, les conventions conclues entre la Société et BNP Paribas, composant la Documentation du Programme d'émission d'obligations de financement de l'habitat, ne font désormais plus l'objet d'une autorisation préalable.

Conformément à la décision du Conseil d'administration de la Société, en date du 4 juin 2015, les dispositions de l'article L.225-40-1 du Code de commerce n'ont plus vocation à s'appliquer aux conventions conclues et autorisées au cours d'exercices antérieurs et qui entrent dans le champ d'application de l'article L.225-39 du Code de commerce.

Aucune convention entrant dans le champ d'application des articles L.225-38 et suivants du Code de commerce n'a été conclue au cours de l'exercice écoulé.

#### 1.11 Délégations en cours en matière d'augmentation de capital

Conformément aux dispositions de l'article L.225-37-4 alinéa 3 du Code de commerce, nous vous informons n'avoir relevé, au 31 décembre 2021, aucune délégation en cours de validité accordée par l'assemblée générale au Conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital, par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du Code de commerce.

## **2. PRESENTATION DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT DES COMITES (D'AUDIT / DES REMUNERATIONS/ DES NOMINATIONS)**

### **2.1 Comité d'audit**

En vertu de l'ancien article L.823-20 du Code de commerce, la Société était exemptée de l'obligation de constituer un comité d'audit, en raison de son contrôle par BNP Paribas S.A. à 99,99%.

Conformément à l'article L.823-20, alinéa 4 du Code de commerce, le Conseil d'administration de la Société a décidé lors de sa séance du 12 septembre 2017 :

- de ne pas mettre en place un comité d'audit ; et
- d'exercer les missions dévolues à celui-ci.

De ce fait, c'est le Conseil d'administration de la Société qui assure le suivi :

- du processus d'élaboration de l'information financière ;
- de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière ;
- du contrôle légal des comptes annuels, et le cas échéant, des comptes consolidés par les Commissaires aux comptes ;
- de l'indépendance des Commissaires aux comptes.

L'article 4 du Règlement Intérieur du Conseil d'administration détaille les modalités de la réalisation de ces missions par le Conseil d'administration.

Conformément aux articles L.511-89 et suivants du Code monétaire et financier, le Conseil d'administration de la Société a constitué un comité des nominations et un comité des risques dont les modalités sont détaillées au paragraphe 2.2 ci-dessous.

### **2.2 Autres comités spécialisés**

- **Comité des nominations**

Lors de sa séance du 4 juin 2015, un comité des nominations composé de trois membres nommés par le Conseil d'administration parmi les administrateurs non dirigeants. Ce Comité est compétent notamment pour identifier et recommander des personnes aptes à exercer les fonctions d'administrateur, évaluer l'équilibre et la diversité des connaissances, des compétences et des expériences individuelles et collectives des membres du Conseil d'administration, fixer un objectif en matière de représentation équilibrée des femmes et des hommes et prévenir les risques de conflit d'intérêts.

Au cours de l'exercice 2021, le Comité des nominations s'est réuni une fois afin de procéder à l'évaluation annuelle des membres du Conseil d'administration ainsi que du Conseil d'administration pris dans sa globalité.

- **Comité des Risques**

BNP Paribas Home Loan SFH, avec un total de bilan supérieur à 5 milliards d'euros, est un établissement d'importance significative soumis aux dispositions issues de la transposition de la Directive CRD IV sur les Comités spécialisés. Ceux-ci sont définis par les articles L.511-89 et suivants du code monétaire et financier et les dispositions de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne.

Lors de sa séance du 21 mars 2016, le Conseil d'administration a créé un comité des risques composé de trois membres nommés par le Conseil d'administration parmi les administrateurs non dirigeants. Ce Comité est compétent notamment pour conseiller le Conseil d'administration sur sa stratégie globale et l'appétence en matière de risques, tant actuels que futurs et l'assister dans le contrôle de la mise en œuvre de cette stratégie. Il convient de noter que dans un premier temps, les fonctions dévolues au Comité des risques avaient été déléguées à BNP Paribas.

Au cours de l'année 2021, le Comité des risques s'est tenu à 4 reprises aux dates suivantes : 11 mars, 18 juin, 1 septembre et 25 décembre. Ces réunions font systématiquement l'objet de comptes rendus transmis aux membres du Comité.

Le *Risk Appetite Statement* préparé par la Direction générale et décrivant les principaux profils de risques (types et niveaux de risque de la Société) a été approuvé lors de sa séance en date du 25 novembre 2021.

**3. PRESENTATION DES LIMITATIONS QUE LE CONSEIL D'ADMINISTRATION OU L'ASSEMBLEE GENERALE APORTE AU POUVOIR DU PRESIDENT ET DU DIRECTEUR GENERAL (CONFORMEMENT A L'ARTICLE L.227-37-4 DU CODE DE COMMERCE ET A L'ARTICLE 18 DES STATUTS)**

A l'égard des actionnaires, et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers, les opérations suivantes ne pourront être réalisées ni par le Conseil d'administration, ni par son président ni par aucun directeur général ou directeur général délégué, sans l'accord préalable de l'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire :

- (i) agir (y compris contracter tout endettement ou acquérir ou céder tout actif) autrement que dans la mesure permise par les contrats auxquels la société est partie, étant entendu que, nonobstant les stipulations qui précèdent, l'accord préalable de l'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire ne sera pas requis dans le cas où les contrats auxquels la société est partie sont modifiés, (a) dès lors que les modifications en cause ont pour objet, soit la correction d'erreurs ou d'incohérences manifestes, soit la correction ou la mise à jour d'informations purement factuelles ou de dispositions d'ordre purement administratif ou technique, (b) lors de la mise à jour ou d'un supplément au programme, dans la mesure toutefois où, dans tous les cas, la correction, mise à jour ou le supplément en cause n'altère en rien les droits et obligations de la société aux termes des contrats concernés, ni les droits des porteurs ou détenteurs des obligations de financement de l'habitat émises par la société et également et, particulièrement conclure, modifier ou résilier tout contrat ou tout engagement représentant pour la société un montant supérieur ou égal à

500.000 euros, à l'exception de ceux pris pour la stricte exécution des contrats ou engagements préalablement autorisés par l'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire étant entendu que le Conseil d'administration veillera, en toutes circonstances, à l'application stricte desdits contrats (y compris lorsque l'accord préalable de l'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire n'est pas requis conformément aux stipulations qui précèdent) ;

- (ii) prendre tout engagement ou tout acte affectant ou susceptible d'affecter, en toutes circonstances, l'exécution par la société de ses obligations ou l'exercice par la société de ses droits ou le respect de ses engagements aux termes des contrats auxquels elle est partie ; et
- (iii) approuver la nomination de la société, directement ou indirectement, au Conseil d'administration ou à un organe de direction de toute entreprise.

Toutefois, nonobstant toute clause contraire des statuts, en application des dispositions de l'article L 228-40 alinéa 1 du Code de commerce, le Conseil d'administration aura seul qualité pour décider ou autoriser l'émission, sur les marchés réglementés ou non réglementés ou hors marché, d'obligations (y compris obligations de financement de l'habitat) ou d'autres titres ou instruments financiers ou de titres de dette, notamment émis sur le fondement de droits étrangers (y compris des titres de dette nominatifs de droit allemand (« *Namensschuldverschreibung* »)), à condition que cette émission soit réalisée en stricte conformité avec ladite Documentation du Programme.

#### **4. MODALITES DE PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES A L'ASSEMBLEE GENERALE (ARTICLE L.225-37-4 DU CODE DE COMMERCE ET ARTICLES 26 A 32 DES STATUTS)**

Conformément aux dispositions du Code de commerce et des statuts de la Société, l'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Ses délibérations, prises conformément à la loi et aux statuts, obligent tous les actionnaires, même, absents, incapables ou dissidents.

Tout actionnaire peut participer personnellement, par mandataire ou par correspondance, aux assemblées générales, de quelque nature qu'elles soient. Les actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions des versements exigibles n'ont pas accès à l'assemblée.

L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions autres que celles qui sont réservées à la compétence de l'assemblée générale extraordinaire par la loi et les présents statuts, elle se réunit au moins une (1) fois par an dans les cinq mois de la clôture de l'exercice.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut, toutefois, augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué. Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

L'assemblée générale est convoquée par le Conseil d'administration. Les actionnaires sont convoqués à toute assemblée par lettre ordinaire ou par moyen électronique de télécommunication.

Toutefois, en application de l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19 telle que prorogée par le décret 2021-255 du 9 mars 2021, les règles de convocation, d'information, de réunion et de délibération des assemblées et des autres organes ont été adaptées pour tenir compte du contexte de crise sanitaire.

\* \* \*

**Pour le Conseil d'administration de BNP Paribas Home Loan SFH  
La Présidente du Conseil d'administration**

**Madame Valérie BRUNERIE**

**Rapport des Commissaires aux Comptes établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du conseil d'administration de la société BNP Paribas Home Loan SFH**

**BNP PARIBAS HOME LOAN SFH**

Société Anonyme

1, boulevard Haussmann  
75009 PARIS

---

**Rapport des Commissaires aux Comptes  
établi en application de l'article  
L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du  
président du Conseil d'administration**

Exercice clos le 31 décembre 2021

**ETATS FINANCIERS DE  
BNP PARIBAS HOME LOAN SFH**

**Au 31 DECEMBRE 2021**



# SOMMAIRE

## COMPTES SOCIAUX

	<b>Compte de résultat au 31 Décembre 2021</b>	<b>2</b>
	<b>Bilan au 31 Décembre 2021</b>	<b>3</b>
<b>1</b>	<b>RESUME DES Principes comptables APPLIQUES PAR BNP PARIBAS SFH</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT au 31 Décembre 2021</b>	<b>7</b>
2.a	Marge d'intérêts	7
2.b	Commissions	7
2.c	Charges générales d'exploitation & Produits divers d'exploitation	8
2.d	Impôt sur les bénéfices	8
<b>3</b>	<b>Notes relatives au bilan au 31 Décembre 2021</b>	<b>9</b>
3.a	Créances et dettes envers les établissements de crédits	9
3.b	Autres actifs et autres passifs	9
3.c	Comptes de régularisation	10
3.d	Dettes représentées par un titre	10
3.e	Dettes subordonnées	10
<b>4</b>	<b>Informations complémentaires</b>	<b>11</b>
4.a	Evènements postérieurs à la clôture	11
4.b	Evolution du capital en euros	11
4.c	Variations des capitaux propres	11
4.d	Notionnel des instruments financiers	11
4.e	Echéances des emplois et des ressources	12
4.f	Honoraires du Commissaire aux Comptes	12

## COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE AU 31/12/2021

En euros	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Intérêts et produits assimilés	2.a	260 406 824	399 324 680
Intérêts et charges assimilés	2.a	(259 340 080)	(398 483 430)
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)	2.b	1 250 000	1 250 000
Commissions (charges)	2.b	(412 561)	(256 215)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		(0)	1
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		-	-
Autres produits d'exploitation bancaire - F.R.U.	2.c	1 718 161	1 582 784
Autres charges d'exploitation bancaire		-	-
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>3 622 344</b>	<b>3 417 820</b>
Frais de personnel		-	-
Autres frais administratifs	2.c	(904 023)	(795 255)
<i>Dont (F)onds de (R)ésolution (U)nique (1)</i>			
Charges diverses d'exploitation bancaire		(1 718 161)	(1 582 784)
Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles		-	-
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>1 000 160</b>	<b>1 039 782</b>
Coût du risque		-	-
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>1 000 160</b>	<b>1 039 782</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
Dotations nettes aux provisions réglementées			
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>		<b>1 000 160</b>	<b>1 039 782</b>
Résultat exceptionnel			
Impôt sur les bénéfices	2.d	(267 802)	(316 909)
<b>RESULTAT NET</b>		<b>732 358</b>	<b>722 873</b>

## BILAN AU 31/12/2021

En euros	Notes	31/12/2021	31/12/2020
<b>ACTIF</b>			
Caisse, banques centrales et CCP		2 410	4 606 *
Effets publics et valeurs assimilées		-	-
Créances sur les établissements de crédit	3.a	33 964 605 060	32 849 542 315
Opérations avec la clientèle		-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe		-	-
Actions et autres titres à revenu variable		-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	3.c	-	-
Parts dans les entreprises liées		-	-
Crédit-bail et location avec option d'achat		-	-
Immobilisations incorporelles		-	-
Immobilisations corporelles		-	-
Actions propres		-	-
Autres actifs	3.b	2 003 111	1 581 383
Comptes de régularisation	3.d	101 330 730	78 825 179
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>34 067 941 311</b>	<b>32 929 953 483</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>DETTES</b>			
Banques centrales et CCP	3.a	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	3.a	1 290 000 000	1 980 000 000
Opérations avec la clientèle		-	-
Dettes représentées par un titre	3.d	32 334 467 915	30 580 574 031
Autres passifs	3.b	40 533	153 875
Comptes de régularisation	3.c	116 302 387,04	42 257 743
Provisions pour risques et charges		-	-
Dettes subordonnées	3.e	40 032 527	40 032 243
<b>TOTAL DETTES</b>		<b>33 780 843 362</b>	<b>32 643 017 892</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
	4.b		
Capital souscrit		285 000 000	285 000 000
Prime d'émission		-	-
Réserves		1 180 280	1 144 136
Report à nouveau		185 311	68 582
Résultat de l'exercice		732 358	722 873
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>		<b>287 097 949</b>	<b>286 935 591</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>34 067 941 311</b>	<b>32 929 953 483</b>
<b>HORS BILAN</b>			
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>			
Engagements de financement		-	-
Engagements de garantie		1 884 588	1 581 383
Engagements sur titres		-	-
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>			
Engagements de financement		-	-
Engagements de garantie		-	-
Engagements sur titres		-	-

\* Compte Bancaire Banque de France

## **1. RESUME DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES PAR BNP PARIBAS HOME LOAN SFH**

L'épidémie de coronavirus, reconnue comme pandémie par l'Organisation Mondiale de la Santé le 11 mars 2020 et les diverses mesures mises en place par les gouvernements et organismes de réglementation pour lutter contre sa propagation ont affecté la chaîne d'approvisionnement mondiale ainsi que la demande de biens et de services et ont de ce fait un impact important sur la croissance mondiale. Dans le même temps, les politiques budgétaires et monétaires ont été assouplies pour soutenir l'économie.

Les comptes sociaux de BNP Paribas Home Loan SFH sont établis sur la base de la continuité d'activité. Les impacts de cette épidémie atténués par l'ensemble des mesures contracycliques comme les mesures de soutien des autorités et les plans de relance de l'activité économique dont bénéficient les clients concernent principalement le provisionnement et l'évaluation des actifs. L'estimation de ces impacts a été réalisée dans un contexte d'incertitude concernant l'ampleur des conséquences de cette épidémie sur les économies tant au niveau local que mondial.

Les comptes de BNP Paribas Home Loan SFH sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit tels que figurant dans le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014.

Le compte de résultat au 31 décembre 2021 et les notes aux Etats Financiers afférentes présentent une information comparative au 31 décembre 2020.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### **Créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle**

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent également les valeurs reçues en pension, quel que soit le support de l'opération, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus et non échus.

### **Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre sont comptabilisées au coût amorti.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties selon la méthode actuarielle sur la durée de vie de l'emprunt, les frais afférents à leur émission étant répartis linéairement sur cette même durée.

## **Enregistrement des produits et des charges**

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constatés prorata temporis.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de services sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu.

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

## **Opérations en devises**

Les créances et dettes, libellés en devises sont évaluées au cours de change au comptant à la clôture de l'exercice.

La conversion de ces opérations libellées en devises aux dates d'arrêté dégage un écart constaté au compte de résultat.

Les produits et charges libellés en devises, relatifs à des prêts ou des emprunts sont enregistrés dans des comptes de produits et de charges ouverts dans chacune des devises concernées, les conversions s'effectuant aux dates d'arrêté mensuel.

## **Informations relatives aux transactions entre parties liées**

Compte tenu de l'activité de la société et de son lien capitalistique (filiale détenue à 99,99% par BNP Paribas SA), les obligations de l'ANC n° 2014-07 sur la présentation des informations sur les parties liées ne sont pas applicables

## **Régime d'intégration fiscale**

BNP Paribas Home Loan SFH est intégrée au groupe fiscal France dont la tête de groupe est BNP Paribas depuis le 01/01/2005.

En matière d'impôt sur les sociétés, conformément aux termes de la convention d'intégration fiscale, l'impôt est déterminé par la filiale, comme en l'absence d'intégration fiscale.

Le montant ainsi calculé, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, est dû à la société mère, BNP PARIBAS SA.

## **Consolidation**

Les comptes de la société BNP Paribas Home Loan SFH sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de BNP Paribas S.A.

## **Informations générales**

Dans le cadre des émissions des obligations de financement de l'habitat, BNP Paribas a mis en collatéral au profit de BNP Paribas Home Loan SFH un gisement de prêts immobiliers pour un montant de 36 794 275 586 € au 31 décembre 2021.

Ce gisement est utilisé à hauteur de 34 781 818 182 € au titre des émissions existantes.

La société a son siège social en France et n'a aucune succursale ou filiale, conformément aux dispositions de l'article L.513-29 du Code monétaire et financier, implantées à l'étranger et y compris dans des Etats non coopératifs.

## **Evènements postérieurs à la clôture**

Il n'y a aucun événement post-clôture.

## 2. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2021

### 2.a MARGE D'INTERETS

BNP Paribas Home Loan SFH, présente sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées » la rémunération déterminée des instruments financiers évalués au coût amorti.

En euros	31/12/2021		31/12/2020	
	Produits	Charges	Produits	Charges
<b>Établissements de crédit</b>	<b>247 934 771</b>	<b>(22 913 688)</b>	<b>399 324 680</b>	<b>(28 073 225)</b>
Comptes à vue, prêts et emprunts	247 934 771	(22 913 688)	399 324 680	(28 073 225)
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>12 472 053</b>	<b>(236 426 393)</b>	-	<b>(370 410 205)</b>
Obligations	12 472 053	(235 719 086)		(369 673 355)
Dettes subordonnées à terme		(707 307)		(736 850)
<b>Produits et charges d'intérêts</b>	<b>260 406 824</b>	<b>(259 340 080)</b>	<b>399 324 680</b>	<b>(398 483 430)</b>

*Les produits et charges d'intérêts sur les dérivés de couverture sont présentés avec les revenus des éléments dont ils contribuent à la couverture des risques.*

### 2.b COMMISSIONS

En euros	31/12/2021		31/12/2020	
	Produits	Charges	Produits	Charges
<b>Opérations bancaires et financières</b>	<b>1 250 000</b>	<b>(412 561)</b>	<b>1 250 000</b>	<b>(256 215)</b>
Opérations sur titres	1 250 000	(412 561)	1 250 000	(256 215)
<b>Produits et charges de commissions</b>	<b>1 250 000</b>	<b>(412 561)</b>	<b>1 250 000</b>	<b>(256 215)</b>

En euros	31/12/2021		31/12/2020	
	Produits	Charges	Produits	Charges
<b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation</b>	-	(0)	1	-
<b>Produits et charges de commissions</b>	-	(0)	1	-

## 2.c CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION & PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION

En euros	31/12/2021	31/12/2020
<b>Autres frais administratifs</b>	<b>(904 023)</b>	<b>(795 255)</b>
<i>Rémunération d'intermédiaires</i>	<i>(881 105)</i>	<i>(693 517)</i>
<i>Impôts et taxes</i>	<i>(22 918)</i>	<i>(101 738)</i>
<i>Fonds de garantie et (F)onds de (R)ésolution (U)nique</i>		
<b>Total frais généraux</b>	<b>(904 023)</b>	<b>(795 255)</b>
<i>Fonds de garantie et (F)onds de (R)ésolution (U)nique ( 1 )</i>	<i>(1 718 161)</i>	<i>(1 582 784)</i>
<b>Total des Charges diverses d'exploitation bancaire</b>	<b>(1 718 161)</b>	<b>(1 582 784)</b>

(1) Reclassement de la contribution au FRU en charges diverses d'exploitation bancaire.

En euros	31/12/2021	31/12/2020
<b>Produits divers d'exploitation</b>	<b>1 718 161</b>	<b>1 582 784</b>
Autres produits divers d'exploitation ( 1 )	1 718 161	1 582 784

(1) Règlement européen n°806/2014 du Fonds de Résolution Unique.

Appel de fonds 2021 pour 2 021 366 € dont 85% comptabilisé en charge avec refacturation à BNP PARIBAS conformément à la Fee Letter 2021.

## 2.d IMPOT SUR LES BENEFICES

En euros	31/12/2021	31/12/2020
Impôts courants de l'exercice	(267 802)	(316 909)
<b>Impôt sur les bénéfices</b>	<b>(267 802)</b>	<b>(316 909)</b>



### 3. NOTES RELATIVES AU BILAN AU 31/12/2021

#### 3.a CREANCES ET DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS

En euros	31/12/2021	31/12/2020
<b>Prêts et créances</b>	<b>33 964 607 470</b>	<b>32 849 546 921</b>
Comptes ordinaires débiteurs	15 469 241	16 632 106
Comptes à terme et prêts	33 949 138 229	32 832 914 815
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>	<b>33 964 607 470</b>	<b>32 849 546 921</b>
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>100 962 644</i>	<i>216 914 814</i>

En euros	31/12/2021	31/12/2020
Comptes ordinaires créditeurs	-	-
<b>Dettes et emprunts</b>	<b>1 290 000 000</b>	<b>1 980 000 000</b>
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>1 290 000 000</b>	<b>1 980 000 000</b>
<i>Dont dettes rattachées (1)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>

(1) Le taux d'intérêts sur collatéral étant négatif, les intérêts ont été rattachés à l'actif en 2021 comme 2020.

#### 3.b AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS

En euros	31/12/2021	31/12/2020
<b>Débiteurs divers</b>	<b>2 003 111</b>	<b>1 581 383</b>
<i>dont (F)onds de (R)ésolution (U)nique</i>	<i>1 884 588</i>	<i>1 581 383</i>
<b>Autres actifs</b>	<b>2 003 111</b>	<b>1 581 383</b>
<b>Créditeurs divers</b>	<b>40 533</b>	<b>153 875</b>
<b>Autres Passifs</b>	<b>40 533</b>	<b>153 875</b>

Au 31/12/2021, aucune dette fournisseur ne figurait dans les comptes de la société BNP Paribas Home Loan SFH.

### 3.c COMPTES DE REGULARISATION

En euros	31/12/2021	31/12/2020
<b>Produits à recevoir</b>	0	0
<b>Autres comptes de régularisation débiteurs</b>	101 330 730	78 825 179
<i>Charges constatées d'avance</i>	101 330 730	78 825 179
<b>Comptes de régularisation - actif</b>	<b>101 330 730</b>	<b>78 825 179</b>
<b>Charges à payer</b>	185 156	132 402
<b>Autres comptes de régularisation créditeurs</b>	116 117 231	42 125 341
<i>produits constatés d'avance</i>	116 117 231	42 125 341
<i>Autres comptes de régularisation</i>	-	-
<b>Comptes de régularisation - passif</b>	<b>116 302 387</b>	<b>42 257 743</b>

*Les comptes de régularisation à l'actif incluent les primes de remboursements restant à étaler sur les obligations zéro coupon qui sont nuls en Décembre 2021 (52.5 M€ en 2020).*

### 3.d DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

En euros	31/12/2021	31/12/2020
<b>Obligations</b>	32 233 000 000	30 376 844 363
<b>dettes rattachées</b>	101 467 915	203 729 669
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>32 334 467 915</b>	<b>30 580 574 031</b>

### 3.e DETTES SUBORDONNÉES

En euros	31/12/2021	31/12/2020
<b>Dettes subordonnées remboursables</b>	40 000 000	40 000 000
<b>Dettes rattachées</b>	32 527	32 243
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>40 032 527</b>	<b>40 032 243</b>

## 4. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### 4.a EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Il n'y a aucun événement post-clôture.

### 4.b EVOLUTION DU CAPITAL EN EUROS

	Nombre de titres				Valeur nominale
	à l'ouverture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	à la clôture de l'exercice	
Actions ordinaires	28 500 000			28 500 000	10 euros
Actions amorties					
Actions à dividendes prioritaire sans droit de vote					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissement					

### 4.c VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en euros	31/12/2020	Augmentations de postes	Diminutions de postes	31/12/2021
<b>Capital</b>	<b>285 000 000</b>	-	-	<b>285 000 000</b>
Primes d'émission				
Réserve légale	1 144 136	36 144		1 180 280
Report à nouveau	68 582	116 729		185 311
Résultat de l'exercice	722 873	732 358	(722 873)	732 358
<b>Capitaux propres</b>	<b>286 935 591</b>	<b>885 230</b>	<b>(722 873)</b>	<b>287 097 949</b>

### 4.d NOTIONNEL DES INSTRUMENTS FINANCIERS

En euros	31/12/2021	31/12/2020
Instruments dérivés de cours de change	-	-
Instruments dérivés de taux d'intérêt	-	-
<b>Instruments financiers à terme sur marché de gré à gré</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

La valorisation nette des swaps au 31/12/2021 est nulle.

#### 4.e ECHEANCES DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES

En euros	Durée restant à courir				
	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
<b>EMPLOIS</b>					
<i>créances à vue</i>	15 466 832	-	-	-	<b>15 466 832</b>
<i>créances à terme</i>	2 785 000 000	3 000 000 000	9 311 000 000	18 752 000 001	<b>33 848 000 001</b>
<hr/>					
<b>RESSOURCES</b>					
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	1 289 997 590	-	-	-	<b>1 289 997 590</b>
<b>dettes représentées par un titre</b>	1 150 000 000	3 000 000 000	9 311 000 000	18 772 000 000	<b>32 233 000 000</b>
<b>Opérations avec la clientèle</b>					-
<b>dettes subordonnées</b>	25 000 000	-	-	15 000 000	<b>40 000 000</b>

#### 4.f HONORAIRES DU COMMISAIRES AUX COMPTES

Le montant total des Honoraires du Commissaire aux Comptes, liés à sa mission de contrôle légal des comptes, de l'exercice 2021 s'élèvent à 45 960 euros hors taxe, conformément à la lettre de mission approuvée et signée. La valeur s'élève à 55 152 toutes taxes comprises.

**Tableau des résultats des 5 derniers exercices**

Nature des indications	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021
<b>Situation financière en fin d'exercice</b>					
Capital social	285 000 000	285 000 000	285 000 000	285 000 000	285 000 000
Nombre d'actions ordinaires existantes	28 500 000	28 500 000	28 500 000	28 500 000	28 500 000
Nombre d'obligations convertibles en actions	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
<b>Résultat global des opérations effectives</b>					
Produit Net Bancaire	2 703 795	3 248 254	2 987 989	3 417 820	3 622 344
Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	1 097 269	1 237 857	816 741	1 039 782	1 000 160
Impôt sur les bénéfices	(368 059)	(381 591)	(243 818)	(316 909)	(267 802)
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	729 210	856 266	572 923	722 873	732 358
Montant des bénéfices distribués	1 140 000	855 000	570 000	570 000	855 000
<b>Résultat des opérations réduit à une seule action</b>					
Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	0,03	0,03	0,02	0,03	0,03
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	0,03	0,03	0,02	0,03	0,03
Dividende versé à chaque action	0,04	0,03	0,02	0,02	0,03
<b>Personnel</b>					
Nombre de salariés	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Montant de la masse salariale	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Séc.u.Soc. Œuvres sociales)	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

\*\*

\*\* Sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale du 14/04/2022



# **BNP PARIBAS HOME LOAN SFH**

Société Anonyme à Conseil d'Administration

au capital de € 285 000 000

Siège Social : 1, boulevard Haussmann – 75009 PARIS

454 084 211 R.C.S. PARIS

Madame, Monsieur,

J'atteste que, à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et que le rapport financier annuel, auquel la présente attestation est attachée, présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles elle est confrontée.

Je vous prie de recevoir, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Fait à Paris, le 28 avril 2022

**Madame Véronique FLOXOLI**

**Directrice Générale**